

PRODUITS PÉTROLIERS

17,7 millions de tonnes consommées en 2024

La consommation nationale des produits pétroliers a atteint 17,7 millions de tonnes durant les 11 premiers mois de l'année 2024 (de janvier à fin novembre), en hausse de 5,4 % par rapport à la même période de 2023 (16,8 millions de tonnes), a annoncé le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil. P 3



INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION **L'inflation baisse à 4,4% en novembre 2024**

Grâce aux mesures prises par le gouvernement durant l'année 2024, le marché national des produits alimentaires connaît une certaine stabilité, tant en termes de disponibilité que de prix. Ainsi, le rythme de l'inflation annuelle poursuit sa baisse en se stabilisant à 4,4 % en novembre 2024.

P 2

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ **Vers un mix énergétique plus vert et diversifié**

L'Algérie fait un pas décisif dans le domaine de l'énergie solaire, un secteur clé pour sa transition énergétique. Grâce à un potentiel solaire exceptionnel, le pays se positionne résolument sur la voie de la diversification de ses ressources énergétiques. En 2025, l'Algérie ambitionne d'atteindre une capacité de 4 gigawatts (GW) en énergie solaire, un objectif ambitieux qui marque un tournant stratégique.

P 3

EN CONSÉCRATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT **D'importants acquis sociaux réalisés en 2024**



En 2024, d'importants acquis sociaux ont été réalisés pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers notamment des décisions préservant le caractère social de l'Etat, conformément aux principes et valeurs de la glorieuse Révolution du 1er novembre.

P 5

GUELMA

**Vers le lancement de la
réalisation d'un silo géant
pour le stockage de céréales P 2**

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LE NOUVEL AMBASSADEUR DU JAPON

**Le renforcement de la
coopération dans le domaine
de l'énergie examiné P 4**

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

**La SEAAL adopte un
nouveau plan d'action P 16**

GUELMA
Vers le
lancement de la
réalisation d'un
silo géant pour le
stockage de
céréales

Des travaux de réalisation un silo d'une capacité de stockage d'un million de quintaux de céréales seront lancés prochainement dans la commune de Boumahra-Ahmed, dans la wilaya de Guelma, a annoncé dimanche le wali, Mme Houria Aggoun. Un consortium chinois installera le chantier "dans les meilleurs délais" en vue de la construction de cet "important projet" qui s'inscrit "dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer les capacités de stockage des cultures stratégiques et à atteindre l'autosuffisance en la matière", a indiqué la responsable de l'exécutif local, dans une déclaration à l'APS. Mme Aggoun a fait savoir qu'une séance de travail a été tenue samedi avec des représentants du consortium chinois aux fins d'arrêter les dernières dispositions relatives au lancement de cette structure géante de stockage de céréales, avant un déplacement sur le site de 5 hectares retenu pour la réalisation de cette structure dans la commune de Boumahra-Ahmed, à quelque 6 km à l'est du chef-lieu de wilaya. "Le partenaire étranger, informé de la nécessité d'utiliser une main d'œuvre locale, a fait part de son engagement à recourir à des travailleurs de la région de Guelma à hauteur de 60 à 70 %, en fonction des phases de réalisation du silo géant", a affirmé Mme Aggoun, relevant que ce projet stratégique "permettra, une fois livré, de porter la capacité de stockage des céréales dans la wilaya à environ 2,5 millions de quintaux".

R. E.

INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

L'inflation baisse à 4,4% en novembre 2024

Grâce aux mesures prises par le gouvernement durant l'année 2024, le marché national des produits alimentaires connaît une certaine stabilité, tant en termes de disponibilité que de prix. Ainsi, le rythme de l'inflation annuelle poursuit sa baisse en se stabilisant à 4,4 % en novembre 2024.

Par Selma R.

En effet, au mois de novembre 2024, et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +3,1 %, selon la dernière Note de l'ONS d'Indice brut des prix à la consommation de novembre 2024. Au mois de novembre 2024 et par rapport au mois précédent, l'indice général des prix à la consommation, au niveau national enregistre une variation de -1,0%. Les prix des biens alimentaires baissent de -2,8%, indique la même source.

En outre, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une baisse de 0,6 % en novembre 2024 par rapport au mois précédent. Il est à rappeler que le même mois de l'année précédente s'est caractérisé par une hausse de 0,5% (en novembre 2023 par rapport à octobre 2023). Cette tendance (-0,6%), résulte particulièrement de la

baisse des prix des biens alimentaires qui affichent une variation de -2,7%, explique-t-elle. Les prix des biens alimentaires inscrivent une baisse de 2,7% en novembre 2024, un recul de prix plus important que celui observé au mois précédent (-0,1%).

Ce résultat (-2,7%), concerne les deux catégories de produits des biens alimentaires. Les produits agricoles frais affichent une baisse de 3,8%, due au recul des prix d'un certain nombre de produits, notamment, les légumes et les fruits respectivement (-16,2% et -8,9%) ainsi que de la pomme de terre (-3,7%) et de la viande de poulet (-1,3%). En revanche, les prix de quelques produits ont augmenté, dont les poissons (+6,9%) et à un degré moindre les œufs (+0,4%). Egalement, les prix des produits alimentaires industriels se caractérisent par une baisse de 1,3%, expliqué, essentiellement par la chute du prix du café qui se situe à un taux de -16,3%.

« En novembre 2024 et par rapport à novembre 2023, l'évolution des prix des biens alimentaires enregistre une hausse de 1,5% », souligne la même Note, indiquant que les prix des produits agricoles frais enregistrent une variation de +3,5% avec une croissance de 11,9% pour la viande et abats de mouton. D'autre part, les prix des biens alimentaires industriels accusent un taux négatif de -0,8%, avec une variation de -3,0% pour le sous groupe café, thé infusion. 2.2. Produits manufacturés non alimentaires et services En novembre 2024 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés affichent une augmentation de 1,8%. Les services se caractérisent par une relative stabilité de 0,1%. En novembre 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés atteint un taux de +5,6%, celle des services est de +2,0%.

CONTRÔLE COMMERCIAL

Saisie de près de 2 millions de tonnes de marchandises en 2024

Les services de contrôle du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont saisi près de 2 millions de tonnes de marchandises en 2024, a indiqué, samedi, un bilan du ministère. Selon le bilan, le nombre des opérations d'intervention réalisées dans le cadre des activités du contrôle économique et de répression de la fraude s'élève à

2.458.517. Ces interventions ont donné lieu à 210.188 constats de contraventions et à l'établissement de 201.191 procès-verbaux officiels de poursuite judiciaire, ainsi qu'à la saisie de 1,94 millions de tonnes de marchandises d'une valeur de plus de 3,5 milliards de DA. Les opérations effectuées par les mêmes services ont permis également de proposer la fermeture de 12.879 locaux commerciaux et de

découvrir un chiffre d'affaires dissimulé de 52,90 milliards de DA, ajoute la même source. Concernant les opérations menées au niveau des frontières, le bilan fait état de 61.399 cargaisons fouillées par les agents de contrôle, ayant donné lieu à l'interdiction d'accès de 972 cargaisons (27,42 millions de tonnes) pour une valeur de 40,83 milliards de dinars. Quant au contrôle de la qualité, les ser-

vices compétents ont effectué 14.621 prélèvements pour analyses, a-t-on souligné. Dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite, un total de 159.421 interventions ont été menées en 2024, ayant permis d'enregistrer 38 infractions et d'établir 38 procès-verbaux officiels de poursuite judiciaire avec la saisie de 169 tonnes de marchandises pour une valeur de 36,33 millions de DA.

TISSEMSILT

Lancement des travaux de réalisation de deux stations d'épuration d'eaux usées

Des travaux de réalisation de deux stations d'épuration d'eaux usées ont été lancés dans la wilaya de Tissemsilt, a indiqué dimanche le directeur local de l'Office national de l'assainissement (ONA), Abdelhakim Bensedira. M. Bensedira a précisé que les deux stations d'épuration d'eaux usées seront réalisées dans les communes de Bordj Emir Abdelkader et Bordj Bounâama, ajoutant que

les chantiers des deux projets ont été installés. Il a rappelé que la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de huit projets de réalisation de stations d'épuration d'eaux usées. Les six autres projets de stations d'épuration d'eaux usées, prévus dans les communes d' El Youssoufia, Lardjem, Sidi

Lantri, Khemisti, Sidi Slimane et Beni Lahcen, sont à la phase des procédures administratives pour l'attribution des marchés de réalisation. Le responsable a également précisé qu'un budget de 5 milliards de dinars a été alloué pour la réalisation de ces projets, dont les délais d'exécution oscillent entre 12 et 36 mois. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à valoriser les eaux

usées à travers leur traitement pour une réutilisation dans l'agriculture et l'industrie, en remplacement des eaux superficielles des barrages et des eaux souterraines destinées à la consommation humaine. A noter que la capacité actuelle de traitement des eaux usées dans les stations des communes de Tissemsilt, Theniet El Had, El Ayounne et Khemisti est de 30.000 mètres cubes par jour.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUITS PÉTROLIERS

17,7 millions de tonnes consommés en 2024

La consommation nationale des produits pétroliers a atteint 17,7 millions de tonnes durant les 11 premiers mois de l'année 2024 (de janvier à fin novembre), en hausse de 5,4 % par rapport à la même période de 2023 (16,8 millions de tonnes), a annoncé le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil.

Par Sirine R

En effet, cette consommation est attribuée à « la dynamique économique du pays », a-t-il soutenu, prévoyant une « poursuite de la croissance de la consommation dans les années à venir ». Il est à rappeler que l'économie nationale a enregistré une croissance positive de 4 % durant les deux dernières années (2023 et 2024), tirée principalement par les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des services.

Dans les détails, le président de l'ARH a expliqué que la consommation de gasoil (diesel) a atteint 10,10 millions de tonnes durant la même période, enregistrant une augmentation de 6,4 % par rapport aux 9,5 millions de tonnes enregistrées en 2023. Quant à la consommation de gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLC), elle a augmenté de 4,3 %, dépassant 1,66 million de tonnes contre 1,59 million de tonnes à fin novembre 2023.

De même, la consommation d'essence a enregistré une hausse de 5,6 %, atteignant 3,26 millions de tonnes par rapport aux 3,08 millions de tonnes de l'année dernière. Quant à la consommation de kérosène, elle a atteint 610 000 tonnes, contre 580 000 tonnes en 2023, enregistrant une augmentation de 6,8 %, tandis que la consommation du carburant maritime s'est élevée à 330 000 tonnes, marquant une hausse de 8 % par rapport aux 300 000 tonnes de l'année précédente.

Dans une déclaration à l'APS, Rachid Nadil a appelé à rationaliser la consommation de carburant, afin d'économiser les ressources pétrolières et gazières du pays et de les orienter vers les marchés extérieurs, ce qui

profiterait à l'économie nationale. Des investissements importants sont consentis par le groupe Sonatrach pour le renouvellement des réserves et l'augmentation de la production nationale dans le but de répondre à la demande locale, en progression de près de 6 % annuellement, et en particulier honorer les engagements de l'Algérie à l'international.

Un plan ambitieux d'investissement de 50 milliards de dollars a été lancé par Sonatrach à cet effet. Ainsi, de nombreux contrats de partenariats ont été signés avec des partenaires étrangers, notamment dans le domaine gazier, et d'autres sont en cours de négociation. Rachid Nadil a, dans ce sens, relevé que plusieurs grandes entreprises énergétiques mondiales, telles qu'ExxonMobil et Chevron (États-Unis), ainsi que Sinopac (Chine), ont manifesté un intérêt pour investir en Algérie et sont en pourparlers « très avancés » avec Sonatrach. Il a ainsi mis en avant, lors des visites de travail effectuées à l'étranger, le rôle de l'ARH dans l'accompagnement des investisseurs locaux et étrangers, à travers la promotion du climat d'investissement en Algérie.

Renforcer la concurrence et la transparence

Par ailleurs, le même responsable a indiqué que le projet de décret exécutif régissant les activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, récemment examiné par le gouvernement, contribuera à renforcer la concurrence et la transparence dans ce secteur vital. Nadil a précisé que le nouveau texte réglementaire vise à « encourager la concurrence, renforcer le caractère professionnel de ce

secteur important, ainsi qu'à promouvoir le professionnalisme des acteurs dans ce domaine ».

Il inclut également « un plan d'action visant à garantir la transparence et l'équité entre les distributeurs de produits pétroliers ».

Le secteur compte 12 distributeurs, en plus de la Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers, Naftal.

Le texte réglementaire organise également les stations de distribution en fonction des besoins de chaque région, selon des conditions et des critères spécifiques.

S'agissant de l'élection de l'ARH en tant que vice-présidente de l'Association des régulateurs d'énergie méditerranéens (MEDREG), Nadil a souligné que cet accomplissement est le fruit d'efforts soutenus pour mettre en avant les capacités de l'Algérie, ses grandes instances ainsi que son climat d'investissement.

Cette élection a eu lieu lors de la 38e assemblée générale de l'Association des régulateurs d'énergie méditerranéens, tenue à Bruxelles le 4 décembre dernier, marquée par le renouvellement de la composition du comité exécutif, y compris l'élection du président et des vice-présidents pour un mandat de deux ans (2024-2026). Le responsable a affirmé qu'avec cette victoire, « l'Algérie, en tant que membre fondateur de l'association, a renforcé son rôle stratégique dans le domaine de la régulation énergétique en obtenant un poste clé au sein du groupe ». Il a considéré cette élection comme une « preuve de la reconnaissance croissante de l'expertise algérienne dans le secteur de l'énergie dans la région méditerranéenne ».

MAROC

La faillite frappe plus de 40.000 entreprises en 2024

La Confédération marocaine des PME (CMTPE) a annoncé dimanche que plus de 40.000 entreprises ont été déclarées en faillite au Maroc en 2024, au moment où le taux de chômage est passé de 16,2% en 2014 à 21,3% en 2024, un record jamais enregistré ces dix dernières années. Le président de la CMTPE, Abdelah El Fergui, cité par des médias locaux, a prévenu que les dissolutions d'entreprises "pourraient connaître une forte hausse si des mesures urgentes ne sont pas prises pour venir en aide aux centaines de milliers de TPME accablées par les dettes accumulées pendant la pandémie de Covid-19". Il a également réfuté les données partagées par l'Observatoire marocain des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), affirmant que l'Observatoire "dispose de statistiques erronées qui ne recensent que les entreprises ayant la personnalité morale". La CMTPE a ajouté que l'Observatoire "ne prend pas en compte les très petites entreprises créées par des particuliers". Ces données interviennent dans un contexte où le chômage au Maroc a atteint un record historique en 2024. Selon les résultats du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2024), le taux de chômage au Maroc est passé de 16,2% en 2014 à 21,3% en 2024, un record jamais enregistré ces dix dernières années.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

Vers un mix énergétique plus vert et diversifié

Par M A.

L'Algérie fait un pas décisif dans le domaine de l'énergie solaire, un secteur clé pour sa transition énergétique. Grâce à un potentiel solaire exceptionnel, le pays se positionne résolument sur la voie de la diversification de ses ressources énergétiques. En 2025, l'Algérie ambitionne d'atteindre une capacité de 4 gigawatts (GW) en énergie solaire, un objectif ambitieux qui marque un tournant stratégique. Actuellement, la capacité solaire du pays s'élève à 437 mégawatts (MW), mais plusieurs projets d'envergure sont en cours pour accélérer cette transition vers une énergie plus propre et durable, comme l'indique la plateforme spécialisée «Attaqa.net». Cependant, en 2022, l'Algérie affichait une dépendance forte au gaz naturel, ce dernier représentant près de 99 % de la production d'électricité. Cette domination du gaz met en évidence la vulnérabilité

du pays face aux fluctuations des prix des hydrocarbures. Par ailleurs, malgré le fort potentiel solaire, les énergies renouvelables n'ont contribué que marginalement à la production d'électricité. L'énergie solaire, par exemple, n'a constitué que 0,75 %, tandis que l'éolien et l'hydroélectricité ont presque une contribution négligeable de 0,01 % chacun. Le pétrole, bien qu'utilisé, n'a représenté que 0,43 %. En tout, la production totale d'électricité a atteint 88,18 térawattheures, dont la majeure partie provient du gaz. Ces données révèlent les défis liés à la diversification énergétique et soulignent la nécessité d'investir davantage dans les énergies renouvelables pour réduire la dépendance aux hydrocarbures et favoriser une transition énergétique plus durable. Dans ce contexte, plusieurs projets d'envergure ont vu le jour, souvent en partenariat avec des entreprises internationales. Parmi les projets phares, on retrouve un ensemble de cinq cen-

trales solaires d'une capacité totale de 780 MW, développées en collaboration avec un consortium chinois. Ces centrales sont réparties sur tout le territoire, dans des régions stratégiques telles que Batna, Guelat Sidi Saad, et Ouled Djellal. Ce projet fait partie d'un programme global de 2000 MW, visant à renforcer l'infrastructure solaire du pays. Le projet de Hassi Dalaâ se distingue particulièrement par sa capacité de 362 MW. Développé par l'entreprise turque Özgün, il devrait être achevé d'ici la fin de 2025. Ce projet implique la création d'infrastructures électriques essentielles pour le pays. À cela s'ajoute un autre projet de 300 MW à la wilaya d'Ouargla, ainsi qu'une série de projets plus petits, dont une centrale de 220 MW à Biskra, qui contribuent à la croissance du secteur. Ces initiatives bénéficient du soutien de programmes ambitieux, tels que ceux de Sonelgaz, la société nationale d'électricité et de gaz, qui a mis en place des plans

pour étendre les capacités solaires nationales. L'objectif est double : réduire les émissions de CO2 tout en répondant à la demande énergétique interne et en augmentant les exportations de gaz naturel, un axe stratégique majeur pour l'Algérie. L'essor de ces projets solaires va bien au-delà de la simple production d'énergie. Il génère également un impact économique considérable, créant des milliers d'emplois et soutenant la croissance locale. Selon les experts, ces investissements dans les énergies renouvelables auront un rôle déterminant dans le renforcement de l'économie algérienne, tout en contribuant à relever les défis climatiques mondiaux. En résumé, l'Algérie est en pleine transformation énergétique. Les projets solaires en cours non seulement soutiennent la transition énergétique du pays, mais renforcent également sa position sur la scène mondiale en matière de développement durable et de technologies vertes.

ORAN
Démantèlement
d’un réseau criminel
organisant des
traversées
clandestines par
mer

Les services de police d'Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel composé de quatre individus spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer et de trafic de migrants, a-t-on appris, dimanche, de ce corps de sécurité. L'opération a été lancée suite à des informations reçues par les éléments de la première brigade de police judiciaire, faisant état de l'implication des membres du réseau dans l'organisation de traversées clandestines par mer, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la direction de la sûreté de la wilaya. Suite à des investigations approfondies sur le terrain et par des techniques de surveillance, ainsi que le suivi et l'observation de leurs activités criminelles et l'identification des membres du réseau, ainsi que l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été arrêtés. Un montant de 250.000 dinars provenant des revenus de cette activité criminelle a été saisi, ainsi qu'un véhicule et cinq téléphones mobiles, a-t-on indiqué. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des membres du réseau, qui seront présentés devant la justice pour trafic de migrants, au sein d'un groupe criminel organisé transnational, et l'organisation de sorties illégales du territoire national dans le but d'obtenir un gain financier direct pour une ou plusieurs personnes, selon la même source.

SANTÉ NUMÉRIQUE

Organisation d’un hackathon
le 23 et 24 janvier à Alger

Un hackathon dédié à la santé numérique (e-Santé), intitulé "Algiers Slush'D", aura lieu le 23 et 24 janvier 2025 à Alger, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Organisé sous le haut patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ainsi que du ministère de la Santé, l'événement réunira des innovateurs qui auront la tâche de travailler sur des projets portant sur l'amélioration de la communication en temps réel entre les professionnels de santé, l'optimisation des parcours hospitaliers ainsi

que le renforcement du suivi des patients à distance, indique la même source. Ainsi, les porteurs de solutions dans ce domaine, souhaitant participer à cet événement, sont appelés à s'inscrire sur le site dédié à cet effet avant le 31 décembre, précisent les organisateurs soulignant que les candidats retenus bénéficieront de mentorat et de coaching pour développer leurs projets. L'e-Santé désigne l'utilisation des technologies numériques, telles que la télémédecine, les dossiers médicaux électroniques et les applications de santé, pour améliorer la gestion des soins et l'accès aux services de santé.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,82	-1,54	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,20	2,02	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	NC	0,00	0,47	-1,34	11,84	5,56	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,72	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-12,22	2,03	-	0	0,00

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LE NOUVEL AMBASSADEUR DU JAPON

Le renforcement de la coopération dans
le domaine de l’énergie examiné

Le Ministre d’Etat, Ministre de l’Energie, des Mines et des Energies Renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu ce dimanche, au siège de son département ministériel, le nouvel Ambassadeur du Japon en Algérie, Suzuki Kotaro, en présence du secrétaire d’Etat chargé des mines et des énergies renouvelables, ainsi que de nombreux responsables du ministère, a indiqué le ministère dans un communiqué. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont examiné les moyens de renforcer les relations de coopération et de partenariat entre l’Algérie et le Japon dans les secteurs de l’énergie, des mines et des énergies renouvelables, soulignant la profondeur de ces relations historiques distinguées, a précisé le ministère. Les discussions ont, également, porté sur l’exploration de nouveaux horizons de coopération dans de multiples domaines,

notamment les hydrocarbures, en particulier les activités d’exploration et de développement de gisements, ainsi que les énergies nouvelles et renouvelables telles que l’énergie solaire, le développement de l’hydrogène et le stockage d’énergie, a-t-il ajouté. A cette occasion, le ministre d’Etat a passé en revue les grands programmes de développement en cours dans le secteur de l’énergie, des mines et des énergies renouvelables en Algérie, soulignant l’importance de la participation des entreprises japonaises à ces projets stratégiques. Il a souligné la nécessité de mettre l’accent sur le transfert de connaissances, la formation, le développement technologique et la fabrication locale d’équipements, notamment dans les domaines des énergies renouvelables et du dessalement de l’eau de mer, selon la même source. La réunion a également accordé une at-

tention particulière à la coopération dans le domaine minier, où ont été évoquées les opportunités d’exploration des métaux rares et des terres rares, outre les projets miniers structurés que l’Algérie s’emploie à développer pour renforcer son économie nationale, lit-t-on dans le communiqué. De son côté, l’Ambassadeur du Japon a exprimé l’intérêt des entreprises japonaises à investir en Algérie, saluant le bon climat d’investissement et les belles opportunités offertes par le marché algérien, notamment dans les domaines des hydrocarbures, des mines et des énergies renouvelables. Il a également souligné la volonté de son pays de renforcer la coopération dans les domaines d’intérêt commun afin de servir les intérêts mutuels des deux pays, a conclut le ministère dans son communiqué.

ANP

51 terroristes et 457 éléments de soutien
neutralisés en 2024

Cinquante-et-un (51) terroristes et 457 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été neutralisés durant l'année 2024 par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également récupéré d'importantes quantités d'armes et de munitions, indique samedi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant l'année 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs reflétant le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national, dans la perspective de contrecarrer toutes les tenta-

tives visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre pays, ainsi qu'a sa souveraineté", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "nos Forces armées ont procédé à la neutralisation de 51 terroristes, 457 éléments de soutien, la découverte et la destruction de 10 casemates et abris aux groupes terroristes, ainsi que la récupération de 97 armes à feu, 48 bombes de différents types et des quantités de munitions de divers calibres". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, "les différentes unités de l'ANP ont multiplié leurs efforts afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ce qui a permis l'arrestation de 2.621 narcotrafiquants et la mise en échec de l'introduction de 36,8 tonnes de kif traité pro-

venant des frontières avec le Maroc, alors que 631 kilogrammes de cocaïne et 25 millions de comprimés psychotropes ont été saisis", note le communiqué. De même, "ces opérations qualitatives ont permis l'arrestation de 13.722 individus et la saisie de 681 armes à feu et 1.624 véhicules, ainsi que 5.090 marteaux piqueurs, 8.204 groupes électrogènes, 220 détecteurs de métaux, 2 millions de litres de carburant, 193 tonnes de tabac et 4.322 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Par ailleurs, "des détachements combinés de l'ANP ont appréhendé 29.587 immigrants clandestins de différentes nationalités à travers le territoire national", ajoute la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Janvier 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	70	86	54	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	82	96	68	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	479	549	410	الثوم الجاف	
	Carotte	71	79	63	الجزر	
	Navet	80	90	71	لفت	
	Choux fleur	75	84	66	قرنبيط	
	Choux	74	82	65	الكرنب	
	Courgette	189	205	173	الكوسة	
	Haricot vert	274	296	251	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	110	85	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	102	135	70	الماندرين	
	Orange	120	150	94	البرتقال	
	Citron	124	142	106	الليمون	
	Pomme locale	392	504	279	التفاح المحلي	
	Datte	513	654	373	التمر	
	Banane	462	478	447	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1770	1913	1628	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	382	394	370	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

EN CONSÉCRATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ETAT

D'importants acquis sociaux réalisés en 2024

En 2024, d'importants acquis sociaux ont été réalisés pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers notamment des décisions préservant le caractère social de l'Etat, conformément aux principes et valeurs de la glorieuse Révolution du 1er novembre.

Par R.E.

En plus de ces acquis réalisés, ces dernières années, dans le cadre des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en répondant aux besoins des citoyens, notamment par la promotion de la production nationale, la lutte contre l'inflation et la poursuite de la révision des salaires et des primes, plusieurs mesures ont été prises, dont l'augmentation du salaire national minimum garanti (SNMG) à 20.000 dinars, ou encore l'augmentation des salaires à raison de 47%, l'instauration d'une allocation chômage, la protection des personnes à faibles revenus et la lutte contre la spéculation pour protéger le pouvoir d'achat, renforcer le dinar et poursuivre les projets de logement. Aussi, l'année écoulée a vu la concrétisation de nouveaux acquis sociaux importants, pour ne citer que l'augmentation, de 10% à 15%, des pensions et allocations de retraite, en reconnaissance des efforts consentis par les travailleurs durant leurs parcours professionnel. Partant de l'importance de la santé des citoyens, placée au cœur des priorités de l'Etat, il a été procédé en 2024 à la création de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, dans le but de suivre les patients pour leur assurer l'accès aux soins nécessaires, d'autant plus que le président de la République avait ordonné une prise en

charge totale et immédiate des cancéreux ne bénéficiant pas de couverture sociale, sans avoir besoin d'accomplir les procédures administratives au préalable. Autre réalisation dans ce secteur en 2024, l'approbation des statuts particuliers des corps médical et paramédical, englobant les médecins spécialistes, les médecins généralistes, les chirurgiens-dentistes, les pharmaciens, les paramédicaux, les sages-femmes, les anesthésistes, les biologistes, les psychologues, les professeurs d'enseignement paramédical, et les physiologistes. Les personnels de plusieurs secteurs, tels que l'Education nationale et les Affaires religieuses, ont bénéficié d'augmentations de salaires et de primes, et ce dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République visant à préserver le pouvoir d'achat et la dignité des travailleurs. Soucieux de répondre aux attentes et besoins des citoyens, le président de la République avait également décidé de porter l'allocation du hadj à 1000 dollars par pèlerin algérien et de consacrer un quota supplémentaire de 2000 livrets Hadj au profit des personnes âgées de 70 ans et plus, inscrites 10 fois ou plus au tirage au sort ordinaire mais sans succès, et ce, pour leur accorder une plus grande chance d'accomplir les rites du Hadj. Il a été également décidé de porter l'allocation touristique à 750 euros pour les personnes majeures et à 300 euros pour les mineurs, outre l'aug-

mentation de la bourse des étudiants. En consécration du principe de justice sociale entre les citoyens, les agriculteurs impactés par les inondations qui ont touché plusieurs wilayas début 2024, ont bénéficié d'une indemnité de 50.000 DA durant le mois de Ramadan, et ce, conformément aux instructions du président de la République qui a également ordonné l'indemnisation des agriculteurs impactés par le biais de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). Dans le même cadre, les citoyens impactés par les intempéries dans le sud du pays ont été indemnisés, tandis que les services essentiels et vitaux ont été rétablis après avoir été interrompus par les inondations qui ont touché certaines régions. Quant à la communauté nationale à l'étranger, elle a bénéficié en 2024 d'importantes facilitations pour lui permettre de se déplacer de et vers leur mère patrie. Il s'agit de l'adoption de mesures supplémentaires pour l'accueil des membres de la communauté durant la saison estivale. Toutes ces décisions et mesures s'inscrivent dans le cadre de la poursuite des efforts de l'Etat visant à répondre aux préoccupations des citoyens, conformément aux principes de la glorieuse Révolution du 1 Novembre et afin de consolider le processus d'édification d'une Algérie forte et victorieuse, plaçant l'intérêt du citoyen en tête des priorités.

STATUT PARTICULIER DES CORPS MÉDICAL ET PARAMÉDICAL

Une réponse aux aspirations des travailleurs du secteur

Par Réda Hadi

Le nouveau statut particulier des corps médical et paramédical préconise la création de nouveaux grades de promotion, des postes à haute responsabilité et l'instauration du médecin référent. Ces nouveaux grades offrent la possibilité de mener des études et des expertises pour d'autres secteurs. À ce sujet, le Professeur Belhadj, chef de service de médecine légale au CHU Mustapha Pacha et président du syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires, a salué l'approbation des statuts particuliers et des régimes indemnitaires des professionnels de la santé, affirmant que « c'est un plus pour la santé » en Algérie. Reçu par nos confrères de la radio nationale, celui-ci estimé de son point de vue syndicaliste, que «cette mesure répond à une grande partie des attentes des professionnels de la Santé, notamment en ce qui concerne l'évolution des carrières ». Pour sa part, le ministère de la santé explique dans un communiqué que ces nouveaux grades offrent la possibilité d'assurer des études et des expertises pour d'autres secteurs. Le texte consacre

également le droit à un congé scientifique d'une année et l'adoption de dispositions transitoires pour le grade de Médecin spécialiste hors catégorie pour les médecins spécialistes en santé publique indique un communiqué du ministère de la santé qui salue les conclusions du Conseil des ministres du dimanche 22 du mois en cours relative à l'adoption des statuts particuliers des personnels du secteur. Les médecins généralistes, pharmaciens et chirurgiens-dentistes, bénéficieront de l'introduction d'un nouveau grade dédié aux titulaires d'un doctorat en pharmacie et en chirurgie dentaire, «la création de deux nouveaux postes à haute responsabilité et l'instauration du rôle de "Médecin référent" souligne la même source. La création d'un nouveau grade de promotion, est aussi prévue pour les paramédicaux avec la mise en place d'un nouveau poste à haute responsabilité, et « harmonisation des grades paramédicaux avec le système de classification en vigueur. Pour le Professeur Belhadj, « Cette mesure répond à une grande partie des attentes des professionnels de la Santé, notamment en ce qui concerne l'évolution

des carrières », a déclaré M. Belhadj, ce dimanche, dans de l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne. «Il faut savoir également que toutes ces indemnités rentrent aussi dans la retraite », a-t-il ajouté. Concernant les Professeurs en médecine, les Maîtres Assistants et les Docents, celui-ci a fait savoir que, juste après la publication des statuts, des négociations vont être entamées et porteront sur le régime indemnitaire. Interrogé sur le mécontentement affiché par une partie des professionnels de la Santé, le Pr Belhadj s'est dit surpris que trois corps aient été oubliés. « Nous avons été surpris de voir que trois corps ont été oubliés. Il s'agit des corps communs, des administrateurs et des gestionnaires », a-t-il indiqué, avant de poursuivre « Vous ne pouvez pas développer et stabiliser un secteur en oubliant ces corps-là. Vous ne pouvez pas faire bénéficier un corps et mettre de côté les autres corps », a-t-il averti. Afin de trouver des solutions à cette problématique, et ne pas faire de mécontents, il préconise de s'asseoir autour d'une table, en urgence, et discuter avec les secteurs clés, notamment, la fonction publique et les finances.

Quant au texte en lui-même, et selon le communiqué du ministère de tutelle, la mise en application de ces nouveaux statuts interviendra dès leur publication au Journal officiel, impliquant les partenaires sociaux et tous les acteurs administratifs et institutionnels pour garantir une transition harmonieuse. L'Algérie franchit une étape importante vers une amélioration significative des conditions de travail et des performances des professionnels de la santé, tout en renforçant leur rôle dans le développement national. Le Conseil des ministres a pour rappel, approuvé le statut particulier des corps médical et paramédical, qui englobe les médecins spécialistes, les médecins généralistes, les chirurgiens-dentistes, les pharmaciens, les paramédicaux, les sages-femmes, les anesthésistes, les biologistes, les psychologues, les professeurs d'enseignement paramédical, et les physiologistes. Il s'agit d'une réponse « aux aspirations professionnelles et sociales des personnels du secteur, en adéquation avec les orientations présidentielles visant à améliorer la qualité des services dans les hôpitaux et les établissements de santé.

TRANSITION NUMÉRIQUE L'Université d'Alger 3 réalise un bond remarquable

L'Université d'Alger 3 "Ibrahim Sultan Cheibout" a réalisé un "bond remarquable" dans le domaine de la transformation numérique et de l'ouverture aux normes internationales des universités de quatrième génération, en adéquation avec les objectifs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, indique dimanche un communiqué de l'université. En vue d'atteindre cet objectif, l'université a mis en place une série de projets numériques au niveau de ses différents instituts et facultés, dont l'équipement de l'Institut de l'éducation physique et de l'amphithéâtre central de la faculté des sciences de l'information et de la communication avec de grands écrans intelligents permettant une connexion directe avec les autres amphithéâtres et les plateformes numériques, et ce dans le but de fournir un "environnement d'apprentissage interactif et moderne" facilitant la communication entre les enseignants et les étudiants et favorisant une meilleure interaction avec le contenu pédagogique, précise la même source. Par ailleurs, la faculté des sciences de l'information et de la communication a été entièrement numérisée grâce à l'équipement de ses entrées d'un système électronique et à l'installation d'écrans tactiles intelligents dans toutes les salles de classe, permettant de connecter 33 salles de classe et quatre grands amphithéâtres entre eux et au réseau Internet. S'agissant des plateformes numériques, l'université a renforcé sa position à travers la mise en place et le développement d'une plateforme d'apprentissage hybride offrant aux étudiants la possibilité de combiner l'apprentissage en présentiel et l'apprentissage à distance, leur donnant ainsi une plus grande flexibilité en termes de gestion du temps, ainsi qu'une plateforme de production audiovisuelle conçue pour produire du matériel pédagogique de haute qualité, des documentaires, des programmes télévisés et du contenu pédagogique innovant et attrayant, ajoute le communiqué. L'Université investit dans le processus de transformation numérique à travers plusieurs projets visant à faire de l'université un leader dans le domaine de l'enseignement numérique en Algérie, à s'ouvrir sur le monde extérieur et à répondre aux exigences du marché du travail, tout en offrant un environnement d'apprentissage développé afin de former de nouvelles générations aptes à relever les défis de l'ère numérique et de contribuer à la construction d'une société de la connaissance, conclut le communiqué.

R.E.

EL-MENIAA

Lancement d'une large campagne de nettoyage au chef-lieu de wilaya

Une large campagne de nettoyage a été lancée samedi au chef-lieu de wilaya d'El-Meniaa, avec la participation de plusieurs associations et le soutien logistique des instances locales, a-t-on constaté. Différents moyens matériels, dont des camions de différents tonnages et des bulldozers, ont été mobilisés par les autorités locales pour les besoins de cette campagne lancée depuis l'établissement public hospitalier Mohamed Chaabani et ayant vu une large participation du mouvement associatif et autres acteurs de la société civile, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Othmane Bousbie. L'opération a pour objectif de nettoyer les différents quartiers et places publiques de la ville d'El-Meniaa des déchets et déblais et l'éradication des "points noirs" dénaturant l'environnement et l'esthétique générale de la cité. L'initiative a été accompagnée d'une campagne de sensibilisation sur la préservation de la salubrité du milieu, le respect des horaires de dépôt des déchets ménagers, et l'ancrage de la culture de l'hygiène de l'environnement en tant que responsabilité collective nécessitant l'implication et la fédération des efforts de tous. Elle s'inscrit dans le sillage d'une série de campagnes du type, impliquant les associations locales et le Croissant rouge algérien et ciblant les différentes villes de la wilaya d'El-Meniaa. Les autorités de la wilaya ont auparavant donné une ferme instruction interdisant le rejet anarchique des déchets, sous leurs différentes formes, et la prise de sanctions à l'encontre des contrevenants.

ORAN

Réception du «Grand Hôtel» en février prochain

Le projet de réhabilitation de l'établissement hôtelier "Le Grand Hôtel", situé au centre-ville d'Oran, sera réceptionné à la mi-février prochain, a-t-on appris, samedi lors d'une visite de terrain consacrée par le wali d'Oran, Samir Chibani, à la daïra d'Oran.

Les travaux de réhabilitation du "Grand Hôtel", entamés en août 2021, ont considérablement progressé, atteignant 95 %, selon les explications fournies au wali, qui a inspecté cette infrastructure relevant de l'Entreprise de gestion touristique de l'Ouest (EGTO), et dont la réception est prévue pour la mi-février prochain. L'établissement, qui a ouvert ses portes en 1920, possède 80 chambres pouvant accueillir 132 lits, ainsi que plusieurs installations, le tout avec une architecture distinctive qui a attiré de nombreuses personnalités historiques, politiques et artistiques de renommée nationale et internationale. Au niveau de la rue "Maâta El Habib", au centre-ville, le wali a inspecté les travaux de réhabilitation de la mosquée historique "Abdallah Ibn Salem", dont les travaux ont débuté, il y a plus d'un mois, et qui devront être achevés début juillet prochain, indique-t-on. Il a également pris connaissance du projet de restauration de l'ancien siège de l'APC, d'une architecture remarquable et dont la livraison est prévue pour le mois de novembre de cette année, selon les informations recueillies sur place. Dans le quartier historique de Sidi El Houari, le premier responsable de l'Exécutif d'Oran a inspecté plu-



sieurs sites archéologiques et historiques, dont les chantiers de restauration du "Palais du Bey" et de la "Mosquée du Pacha", où des explications sur ces opérations de restauration ont été fournies, ainsi que des visites effectuées au bâtiment "Château neuf", l'ancien hôpital "Baudens" et de la rue des Jardins. Concernant l'amélioration urbaine, le wali a inspecté le chantier d'aménagement dans le quartier "Es-Seddikia", et visité le "Jardin

Méditerranéen", sur le front de mer de la commune d'Oran, de même qu'il s'est enquis de l'état du marché couvert du quartier "El-Makkari" et du "Marché des Aurès" (ex-La Bastille), au centre-ville, où il a insisté sur l'importance d'aménager cet espace commercial. Enfin, dans le quartier populaire de "Bouâmama", le wali a inspecté le projet de réalisation d'un canal de protection du douar "Tiartia" contre les risques d'inondations.

MOSTAGANEM

Lancement des travaux de réalisation d'un ouvrage d'art à la sortie Sud de la ville

Les travaux de construction d'une trémie ont débuté, récemment, au niveau de la sortie Sud de la ville de Mostaganem, a-t-on appris, samedi, des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté, récemment, les travaux préliminaires pour la réalisation d'une trémie au niveau de la zone de Sidi Adjel, à la sortie Sud du chef-lieu de la

wilaya. Cet ouvrage d'art, pour lequel une enveloppe budgétaire de 1,3 milliard de DA a été allouée, reliera la rocade de la ville de Mostaganem à l'échangeur express de la ville donnant accès à l'autoroute Est-ouest, a fait savoir la même source. Le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya a donné des instructions à l'entreprise de réalisation, insistant sur l'accélération du rythme des travaux et

l'adoption d'un système continu de travail (3X8) afin de livrer le projet avant le début de la saison estivale, soit avant le 15 juin 2025, a-t-on souligné. Lors de la même visite, le wali a chargé le directeur de l'Etablissement public de gestion des Centres d'enfouissement techniques (CET) de procéder à l'enlèvement des déchets et des résidus du chantier, en coordination avec l'entreprise publique "Cosider-

Ouvrages d'art, responsable du projet, selon les services de la wilaya. Ce projet, une fois opérationnel, contribuera à alléger la congestion observée aux différents points de sortie de la ville, en particulier la sortie de Sidi Adjel, et améliorera la fluidité de la circulation en direction du port à partir de l'autoroute Est-ouest, particulièrement pour les véhicules lourds, a fait observer la même source.

GHARDAÏA

Plus de 9.900 réparations sur le réseau d'eau potable en 2024

Pas moins de 9.918 réparations de fuites sur le réseau d'eau potable (AEP) et 168 interventions de maintenance sur les pompes et réservoirs d'eau ont été effectuées par les services de l'Algérienne des eaux (ADE) durant l'année 2024, a-t-on appris samedi auprès de l'entreprise. De plus, 2.971 nouveaux clients ont été branchés au réseau d'AEP durant la même année, a signalé le chargé de communication de l'antenne locale de

l'ADE, Slimane Ouled Ali. Pour préserver la santé du citoyen, le laboratoire de l'ADE a entrepris 37.110 tests de chlore au niveau des ouvrages hydrauliques et 28.624 autres chez les abonnés au niveau des compteurs, afin de s'assurer de la conformité des paramètres de qualité de l'eau potable distribuée, a-t-il ajouté. Le laboratoire a également opéré, durant la même période, 4.478 tests physico-chimiques et 4.552 tests bactériologiques, a-t-il encore fait sa-

voir en précisant que le contrôle de la qualité de l'eau se fait quotidiennement à la source, au niveau des installations et chez les abonnés. L'ADE de Ghardaïa, qui a hérité de 17 forages en 1962, gère actuellement un réseau de distribution de 1.040 km, avec 132 forages d'une capacité de production de 204.940 M3 et 105 réservoirs et châteaux d'eau d'une capacité de 118.550 M3, assurant une dotation moyenne de 470 litres/habitant/jour et un taux de

raccordement au réseau d'AEP de 98 % (413.200 abonnés), d'après les données de l'entreprise. Toutefois, les professionnels du secteur relèvent un vieillissement du réseau, fortement impacté par une eau corrosive altérant les canalisations et engendrant de nombreuses fuites et des déperditions, et nécessitant l'accélération de la rénovation des équipements et des réseaux et le renforcement du contrôle du réseau, a conclu M. Ouled Ali.

L’Union européenne encourage l’exploitation du lithium en Serbie avec un grand cynisme

L’Union européenne aime se vanter de son programme vert. Mais ses projets reposent sur les véhicules électriques et sur une incitation à exploiter les mines de lithium en Serbie, ce qui reviendrait à externaliser les coûts environnementaux de la transition écologique vers un pays non membre de l’UE.

Par Nina Niholjic Ivkovic (*)

Le chancelier allemand Olaf Scholz serre la main du président serbe Aleksandar Vučić après avoir signé un accord d’approvisionnement de l’UE lors du sommet serbe sur les matières premières critiques à Belgrade, en Serbie, le 19 juillet 2024. (Oliver Bunic / Bloomberg via Getty Images)

« Nous devons garder le cap sur les objectifs fixés par le Green New Deal européen et nous le ferons. La crise climatique s’accélère à toute allure. Il est donc tout aussi urgent de décarboner et d’industrialiser notre économie en même temps. » Pour Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, l’agenda vert de l’UE est en bonne voie. Toutefois, ces mesures sont également controversées et l’on peut se demander si elles sont réellement bénéfiques pour l’environnement.

Si la technologie verte promue par les autorités européennes prévoit davantage de véhicules électriques (VE), très demandés ces dernières années, le processus de production est loin de la rhétorique des industries propres et respectueuses de l’environnement. En particulier, la demande mondiale de batteries et de voitures électriques a accru les besoins en lithium, un métal essentiel utilisé dans les batteries pour alimenter les VE. La transition écologique de l’UE repose également sur ce métal.

Le projet Jadar est un important projet d’exploitation minière de lithium et de bore situé en Serbie, un État non membre de l’UE. Il vise à extraire le lithium de la vallée de Jadar, qui contiendrait l’un des plus grands gisements de lithium d’Europe. Ce projet a obtenu un soutien politique considérable de la part du Royaume-Uni, de l’Australie, des États-Unis et de l’UE. Une analyse du soutien de l’UE à l’exploitation du lithium en Serbie révèle que le programme de transition verte de l’Union européenne est moins écologiste ou favorable aux populations locales qu’il n’y paraît. Les conflits ont également éclaté en Serbie elle-même. Au début de l’année 2022, le gouvernement a dû retirer à la société minière anglo-australienne Rio Tinto sa licence d’exploitation suite à d’importantes manifestations. Mais cet été, il est revenu sur sa décision, provoquant de nouvelles manifestations de masse. Des centaines de manifestants se sont rassemblés dans la ville de Loznica, dans l’ouest de la Serbie, brandissant des drapeaux nationaux et des banderoles portant des slogans tels que « Pas question de creuser » et « Ne touchez pas à Jadar. » À Belgrade, des milliers de personnes ont défilé dans le centre-ville en scandant « Rio Tinto, dégage de la Serbie » et « Pas question de creuser. »

Questions environnementales

Du point de vue des écologistes, la pression de l’UE en faveur de l’exploitation du lithium en Serbie – qui se traduit par des visites officielles et un soutien public à des

initiatives privées – est perçue comme une tentative « d’écoblanchiment » de ses politiques énergétiques. Elle promeut les véhicules électriques tout en ignorant les coûts environnementaux et les impacts sociaux des pratiques minières sur lesquelles ceux-ci s’appuient. L’UE cherche également à se ménager un approvisionnement stable en lithium afin de réduire sa dépendance à l’égard des fournisseurs non européens, en particulier la Chine. Bien que le projet minier Jadar puisse satisfaire la quasi-totalité de la demande de lithium de l’UE, il a également suscité l’inquiétude des écologistes, qui estiment que de telles activités minières pourraient polluer les terres agricoles, les forêts et les sources d’eau avoisinantes. Beaucoup de gens vivant dans les zones les plus concernées estiment que l’exploitation minière prévue affecterait gravement leurs moyens de subsistance et provoquerait même leur déplacement. Cependant, en réponse à ces inquiétudes, la Commission européenne a tout simplement refusé de les prendre au sérieux, affirmant officiellement que les partenariats conclus entre l’UE et la Serbie pour l’exploitation des matières premières permettaient une « exploitation minière responsable sur le plan social et environnemental. » Il semble que les États membres donnent la priorité à l’extraction des ressources et à leurs propres intérêts « verts » plutôt qu’à l’environnement ou à ce que cela signifie pour les populations locales.

De nombreux hauts fonctionnaires de l’UE ont fait l’éloge du projet en Serbie, mais sont restés relativement silencieux quant à l’extraction du lithium dans les États membres de l’UE qui disposent eux-mêmes de riches ressources dans ce métal. Ainsi, les plus grandes réserves européennes se trouvent en Allemagne et en République tchèque, qui en ont davantage que la Serbie. Le vice-président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, est admiratif du projet minier, laissant entendre que la Serbie pourrait devenir le premier pays européen doté de « l’ensemble de la filière », allant de l’extraction à la production de VE. Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré qu’avec le projet Jadar, l’Europe assurera sa souveraineté et son indépendance en termes d’approvisionnement en matières premières dans un monde en mutation. La visite de la présidente de la Commission, von der Leyen, en Serbie à la fin du mois d’octobre, n’a fait que confirmer le soutien de l’UE au projet d’exploitation minière du lithium. Elle a fait l’éloge des mesures prises par le gouvernement « pour permettre à la Serbie de devenir un leader dans les secteurs des batteries et des véhicules électriques. »

L’une des raisons pour lesquelles le projet minier pourrait être approuvé plus rapidement en Serbie que dans les pays membres de l’UE est que ces derniers ont des politiques vertes plus strictes qui nécessitent plus de temps et de contrôles juridiques pour l’approbation des projets miniers. La Serbie offre donc une sorte de chappatoire, cyniquement utilisée par l’UE pour pro-

mouvoir des initiatives minières en dehors de son propre cadre juridique et bureaucratique.

Approche politique

Actuellement, l’UE dépend presque entièrement des importations, non seulement pour le lithium, mais aussi pour d’autres matières premières essentielles à sa transition écologique. En 2023, la Commission européenne a proposé la loi sur les matières premières critiques, fixant comme objectif que d’ici 2030, les mines et les centres de recyclage européens produisent respectivement 10 % et 25 % des matières premières nécessaires aux industries vertes de l’UE. L’UE cherche activement des moyens de devenir plus écologique et moins dépendante des importations de matières premières non européennes.

Dans le cas du lithium, l’UE a besoin d’autres fournisseurs que la Chine, qui reste le plus grand exportateur de lithium vers l’Europe et le premier producteur mondial de VE. La production par la Chine de VE plus abordables constitue une menace pour l’économie allemande, qui dépend largement de l’industrie automobile. De plus, l’Allemagne prévoit de construire quinze millions de VE d’ici 2030, conformément aux engagements de l’UE en matière de changement climatique.

Dans le cadre de son programme écologique, l’UE a besoin de toute urgence de fournisseurs de lithium européens. La Serbie, bien qu’étant un État non membre et un pays candidat engagé dans un long processus d’adhésion, paraît être une parfaite aubaine pour que l’UE puisse contourner ses politiques vertes strictes et réduire sa dépendance à l’égard des exportations de lithium de la Chine. Le gouvernement serbe, dirigé par le parti autocratique au pouvoir du président Aleksandar Vučić, a saisi cette opportunité pour obtenir des avantages économiques et politiques à court terme. Il considère le projet minier comme un levier politique dans ses relations avec l’UE.

Source coloniale de ressources

Même si, tant les fonctionnaires de l’UE que le gouvernement serbe soulignent les avantages économiques du projet Jadar, en particulier pour la Serbie, ce plaidoyer a un côté plus sombre.

Alors que les autorités présentent le projet comme crucial pour le développement économique, la création d’emplois et la relance des entreprises locales, son véritable objectif est plutôt de maximiser les profits des investisseurs étrangers. L’exploitation du lithium en Serbie est principalement le fait d’entreprises étrangères, telles que Rio Tinto, et les bénéfices générés par le projet sont susceptibles de retourner dans le pays d’origine de l’entreprise, ce qui limite les avantages économiques à long terme pour la Serbie. On craint à juste titre que la Serbie ne devienne une « colonie pourvoyeuse de ressources », répondant à la demande de pays plus riches centrés sur les technologies

vertes.

En juillet, le gouvernement serbe a rétabli la licence de Rio Tinto pour l’extraction du précieux minerai dans la vallée de Jadar, peu après que la Cour constitutionnelle a statué qu’un gouvernement précédent avait agi de manière inappropriée en interrompant le projet suite aux manifestations. Le président Vučić continue de soutenir ouvertement le projet et l’entreprise, se servant des chaînes d’information contrôlées par le gouvernement pour diffuser ce message lors de nombreuses apparitions publiques.

La mine en question est située dans une région essentiellement agricole et à proximité de cours d’eau abondants. Au-delà des craintes que les opérations minières ne polluent le sol et l’eau, les habitants sont menacés d’être chassés de leurs terres par une éventuelle saisie de l’État, agissant au nom d’intérêts corporatifs, si les propriétaires refusent de se séparer de leurs terres. Si la mine entre en activité, il est à craindre que le développement économique à long terme lié à la productivité agricole locale, tout particulièrement dans un environnement aussi sain et fertile, ne soit remplacé par des bénéfices temporaires au profit d’une minorité de Serbes.

Il peut sembler exagéré de prédire un scénario à la « Mad Max » marqué par un effondrement sociétal extrême, des conflits liés aux ressources et l’anarchie. Mais certains éléments d’une telle situation pourraient devenir une réalité en Serbie, en fonction de la manière dont les principaux acteurs – gouvernements, entreprises et communautés locales – abordent les problèmes que l’exploitation minière pourrait engendrer.

Si l’extraction du lithium provoque des perturbations importantes, des conflits concernant l’utilisation des terres et les droits sur l’eau pourraient facilement surgir. En outre, les dommages écologiques graves causés par l’exploitation minière pourraient entraîner une pénurie de ressources essentielles telles que l’eau potable et les terres fertiles, ce qui pourrait déclencher des migrations massives et des troubles sociaux. Étant donné les tendances autoritaires du gouvernement serbe, tout soulèvement résultant d’une pénurie de ressources pourrait faire l’objet d’une répression gouvernementale draconienne, perpétuant ainsi un cycle de violence et de désordre.

Les responsables de l’UE ont fait montre d’un niveau d’hypocrisie saisissant en ce qui concerne l’exploitation du lithium en Serbie. L’UE a créé ce que l’on a appelé un paradoxe vert autour des véhicules électriques et de l’extraction du lithium dont dépend leur production. Si l’UE prétend être un phare de la démocratie et de l’équité, ce sont exactement les valeurs qu’elle piétine aujourd’hui en Serbie.

(*) Chercheuse. Spécialisée dans les relations internationales et la diplomatie, elle vit en Serbie

Source : Jacobin traduit par les lecteurs du site Les- Crises

ÉGYPTE

Enregistrement de 15,7 millions de touristes en 2024, soit +5,3% que 2023

Avec sa riche histoire, ses monuments anciens et sa culture dynamique, l'Égypte qui est l'une des premières destinations touristiques africaines, attire chaque année des millions de visiteurs. De 14,9 millions en 2023, le flux est passé à 15,7 millions l'année dernière. En Égypte, le flux de touristes au titre de l'année 2024 a atteint 15,7 millions, a révélé le Premier ministre Mostafa Madbouly lors d'une conférence de presse donnée le mercredi 1er janvier. Ces chiffres indiquent une consolidation de la croissance du secteur après la pandémie de Covid-19 qui avait fait chuter les chiffres de 13 à environ 3,7 millions entre 2019 et 2020. La reprise a été amorcée en 2021 et s'est poursuivie en 2022, avec respectivement 8 et 11,7 millions de visiteurs. En 2023, les chiffres ont atteint 14,9 millions. Selon les perspectives dévoilées par le Premier ministre, le pays s'attend à 18 millions de touristes en 2025, avec l'ouverture prochaine du Grand Musée égyptien, la construction de nouveaux complexes hôteliers et l'amélioration d'infrastructures touristiques. L'industrie touristique est l'une des principales sources de revenus et d'emplois en Égypte. En 2023, elle a rapporté environ 31 milliards USD au pays, d'après les chiffres officiels.

ARABIE SAOUDITE

La masse monétaire des banques atteint 786 milliards de dollars

La masse monétaire des banques saoudiennes a atteint 2 950 milliards de riyals saoudiens (785,51 milliards de dollars; 1 dollar = 0,97 euro) en novembre, marquant une hausse de 10,3% par rapport au même mois de l'année dernière, selon les données officielles.

Les chiffres publiés par la Banque centrale saoudienne, également connue sous le nom de SAMA, ont révélé que les dépôts à terme et les dépôts d'épargne ont atteint leur plus haut pourcentage de la masse monétaire en plus de 15 ans, représentant 33,61% ou 989,99 milliards de riyals saoudiens. Ces dépôts ont également enregistré le taux de croissance le plus rapide parmi toutes les composantes de la masse monétaire, avec une augmentation de 18,10%. Les dépôts à vue représentaient la part la plus importante avec 48,76%, un léger déclin par rapport à leur part de 50% l'année précédente, bien qu'ils aient augmenté de 7,69% au cours de cette période. Les autres composantes représentaient collectivement 17,63% de la masse monétaire totale. «Le rôle des prêteurs locaux dans le financement des projets nécessite davantage de liquidités, ce qui explique que Saudi Fransi, ANB, Rajhi et SNB émettent des billets à moyen terme libellés en euros.» Il a ajouté: «La banque centrale saoudienne plaçant les fonds de l'État sur des dépôts à terme a aidé le flux de trésorerie des banques, ainsi que les opérations d'open market et 31 milliards de dollars de ventes de dette depuis 2022, ou 25 milliards de dollars si l'on exclut les CDS de la SNB.» Selon l'analyste, cette augmentation des dépôts

à terme est le résultat d'un resserrement des conditions de liquidité et de taux d'intérêt élevés. La hausse reflète les mesures stratégiques prises par les banques locales pour faire face à la forte demande de prêts tout en attirant des fonds pour stabiliser leurs bilans. Des données récentes de la SAMA ont révélé que la croissance des dépôts est légèrement inférieure à l'émission de prêts, ce qui exerce une certaine pression sur les liquidités. Les prêts ont augmenté de 13,33% d'une année sur l'autre en novembre, dépassant l'augmentation de 10,52% des dépôts. Ce déséquilibre a poussé les banques à rivaliser pour attirer les déposants en offrant des rendements attractifs sur les dépôts à terme. L'Arabie saoudite a lancé d'importants projets gouvernementaux pour soutenir ses ambitions de l'initiative Vision 2030, en mettant l'accent sur l'activité de construction pour transformer son infrastructure, son tourisme et son paysage économique global. Ces projets, qui vont de mégapoles comme NEOM à d'importants développements d'infrastructures, nécessitent d'énormes quantités de fonds et les banques ont joué un rôle crucial dans leur financement. Pour soutenir ces projets à grande échelle, la demande de crédit a explosé. Les taux d'intérêt en Arabie saoudite ont également atteint des niveaux élevés, en partie à

cause de l'arrimage du riyal au dollar américain, qui a été influencé par le resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale visant à lutter contre l'inflation. Cela a conduit à un pic des taux d'intérêt, qui ont grimpé jusqu'à 6%. Toutefois, les niveaux d'inflation s'étant modérés, la politique monétaire a changé depuis septembre, la SAMA ayant procédé à trois réductions de taux – une de 50 points de base, suivie de deux réductions supplémentaires de 25 points de base. Ce changement est le signe d'une politique plus accommodante, susceptible d'atténuer la pression sur les coûts d'emprunt tout en maintenant la stabilité financière. L'augmentation des dépôts à terme souligne un changement dans l'approche du secteur bancaire saoudien en matière de financement. Les banques incitent les épargnants à des rendements plus élevés pour assurer la stabilité, en particulier alors que la demande de crédit augmente en raison des projets ambitieux de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Les dépôts à terme constituent une source de financement plus prévisible que les comptes à vue, qui peuvent fluctuer considérablement. Ce changement stratégique aide les banques à aligner leur structure de financement sur les exigences de prêt à long terme, en particulier pour les projets d'infrastructure et de construction.

LIBYE

Des mesures nécessaires, face à l'accélération du torchage du gaz

Traditionnellement tournée vers l'exploitation du pétrole brut dont elle travaille prioritairement à relever le plateau de production depuis plusieurs mois, la Libye ne mise pas encore assez sur la monétisation du gaz naturel. À l'instar des efforts consentis pour soutenir l'augmentation de la production pétrolière, la Libye gagnerait à promouvoir davantage des mesures pertinentes pour freiner l'accélération de la pratique consistant à brûler du gaz naturel à la torche. Cette idée est suggérée par le Global Gas Flaring Tracker Report publié en juin 2024 par le groupe de la Banque Mondiale qui signale l'inten-

sification de cette pratique entre 2022 et 2023. L'étude montre en effet que pour chaque baril de pétrole produit en 2022, 14,0 mètres cubes de gaz naturel ont été brûlés. En 2023, cette quantité est passée à 15,2 mètres cubes par baril, ce qui représente une hausse de l'ordre de 8 % sur la période. Cette hausse est corrélée à la hausse de la production pétrolière de la Libye qui s'est améliorée de 16 % sur la période. Il en a résulté une augmentation substantielle du torchage de gaz qui a atteint 1,4 milliard de mètres cubes en 2023, soit une augmentation de

25 % par rapport à 2022. Pour la Banque Mondiale, cette dynamique qui fait de la Libye, l'un des pays du globe où le brûlage du gaz naturel à la torche a le plus progressé en 2023, suggère «qu'il n'y a pas eu d'investissement correspondant dans l'infrastructure et l'utilisation du gaz». L'instance financière met en exergue la nécessité d'une volonté politique renforcée en Libye en l'occurrence, soutenue par des investissements dans les infrastructures. Ce, en misant notamment sur des plans d'investissement visant à réduire le torchage. L'enjeu de la mise en place de ces mesures, comme le souligne une

étude de Rystad Energy, en est une contribution plus marquée à la diminution des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) en plus de meilleures dispositions pour une monétisation rentable du combustible. Si ces mesures ne sont pas mises en place, le brûlage du gaz naturel à la torche pourrait s'aggraver en 2024, sachant que la production d'or noir de la Libye s'est davantage améliorée cette année. Ainsi, selon des données de la National Oil Corporation (NOC) publiées fin novembre, la production d'huile libyenne a atteint 1,58 million b/j, son plus haut niveau depuis 2011.

SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

La Tunisie attribue 4 projets d'un total de 498 MWac

Très dépendante des importations pour son alimentation énergétique, notamment en provenance de l'Algérie voisine, la Tunisie cherche l'autonomie en misant sur les énergies renouvelables, en particulier sur le solaire photovoltaïque. Le gouvernement tunisien a annoncé le jeudi 26 décembre l'attribution de 4 projets solaires photovoltaïques d'une puissance totale de 498 MWac, à des industriels énergétiques in-

ternationaux. 3 des 4 projets attribués par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie ont été proposés par les développeurs eux-mêmes, et présentent chacun 100 MWac. Ils seront développés par les français Qair International SAS et Volitalia SA, ainsi que le norvégien Sca-tec, respectivement sur des sites à Gafsa, Gabes et Sidi Bouzid. Le 4e projet d'une puissance de 198 MWac a quant à lui été proposé par le gouvernement tunisien, et

sera également développé par Qair International. Ces attributions entrent dans le cadre de la 1re phase de l'appel d'offres pour 1700 MW lancé en 2022 par le gouvernement pour des projets de production d'électricité à partir d'énergie solaire photovoltaïque. L'objectif est de porter la part des énergies renouvelables à 35% dans les capacités de production d'ici 2030. La réalisation de cet objectif doit aider le pays à réduire sa dépen-

dance énergétique extérieure et s'inscrire dans la durabilité tout en réduisant les coûts. Selon les données du gouvernement citées par la Banque Mondiale, la dépendance de la Tunisie aux importations d'énergie est passée de 5% de la consommation en 2010 à 50% en 2022. Une situation qui affecte la balance commerciale du pays et accentue le déficit financier de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG).

EXPLOITATION MINIÈRE

Les pays miniers vent debout contre les mineurs illégaux chinois

L'exploitation minière illégale fait perdre chaque année des milliards de dollars aux États africains qui multiplient les initiatives pour l'éradiquer. En dehors des acteurs locaux, les sociétés chinoises ont pris une place significative dans ces activités illégales dans plusieurs pays.

La RDC a arrêté il y a quelques jours 17 Chinois, accusés d'exploiter illégalement une mine d'or au Sud-Kivu. Alors que 14 d'entre eux viennent d'être libérés, selon un communiqué du mardi 24 décembre, cette procédure illustre une lutte de plus en plus vive menée par plusieurs pays miniers africains contre l'exploitation minière illégale par des entités chinoises. Selon Jean-Jacques Purusi Sadiki, gouverneur de la province congolaise du Sud-Kivu, les mineurs chinois doivent 10 millions \$ d'impôts et d'amendes. Son ministre des Finances et ministre des Mines par intérim, Bernard Muhindo, a ajouté que les ressortissants chinois se trouvaient sur le site minier du village de Karhembo sans « aucun document, zéro. Pas de certificat, pas de statut, pas d'identification nationale, rien ». Ce n'est pas la première fois que des mineurs originaires de l'empire du Milieu sont accusés d'opérer illégalement sur des sites miniers en RDC. Plusieurs fois ces dernières années, les autorités ont suspendu les activi-

tés de sociétés minières chinoises, dont six en août 2021, sous l'ancien gouverneur du Sud-Kivu, Théo Kasi, car elles opèrent sans autorisation et détruisent l'environnement. « Les entreprises chinoises exploitent des sites miniers sans respecter les principes du droit minier. Elles n'ont pas effectué d'études de faisabilité nécessaires ni d'évaluations sur l'impact environnemental de leurs activités et n'ont pas de permis d'exploitation. Certaines sociétés chinoises ont refusé de signer des cahiers de charges avec la population locale conformément au droit minier congolais », déplore une note d'analyse de l'IFRI publiée en février 2022. Des cas similaires sont observés aussi en Namibie, au Ghana et au Nigeria. En Namibie par exemple, le ministère namibien des Mines a annoncé mi-décembre 2024, l'ouverture d'une enquête visant Xinfeng Investments pour exploitation minière illégale. Alors que la société chinoise dispose seulement d'un permis d'exploration, elle se serait livrée à l'extraction de lithium, endomma-

geant l'environnement et des tombes ancestrales des communautés locales. Entre 2020 et 2023, l'ENACT a recensé des dizaines d'arrestations de ressortissants chinois opérant illégalement dans les États de Kwara, de Zamfara et d'Akwa Ibom au Nigeria. Enfin au Ghana, le tribunal d'Accra a condamné en décembre 2023 Aisha Huang à quatre ans et demi d'emprisonnement pour exploitation minière illégale, pratique connue sous le nom de « Galamsey » dans l'ex Gold Coast. Surnommée la « reine du Galamsey » par la presse locale, cette femme est devenue le symbole des efforts du Ghana contre les mineurs illégaux chinois. Au-delà des acteurs chinois, il faut souligner que l'exploitation minière illégale est un phénomène qui concerne aussi bien les nationaux des pays concernés que des ressortissants d'autres pays africains. Chaque année, les États perdent des milliards de dollars à cause de la contrebande d'or et d'autres métaux et l'éradication du phénomène reste complexe.

DE BEERS Les stocks de diamants ont atteint 2 milliards \$ en 2024, un record depuis 2008

De Beers a bâti son succès en contrôlant l'offre de diamants sur le marché, afin de l'adapter à la demande. Dans les périodes de faible demande et de baisse des prix comme c'est le cas depuis au moins 2 ans, cette stratégie l'oblige à constituer des stocks toujours plus importants. De Beers a constitué en 2024 son plus grand stock de diamants en valeur depuis 2008, avec un total de pierres évalué à environ 2 milliards USD. C'est ce qu'a rapporté cette semaine le Financial Times, citant Al Cook, DG du diamantaire d'origine sud-africaine. Cette situation s'explique par une année difficile au niveau des ventes, avec la compagnie qui a reporté certaines ventes aux enchères et accordé des flexibilités sur les achats à ses clients habituels. De Beers comptait toute l'année sur une amélioration du marché, notamment une hausse de la demande qui lui aurait permis d'écouler ses stocks à de meilleurs prix. « L'année a été mauvaise pour les ventes de diamants bruts » reconnaît ainsi Al Cook. En attendant la publication de ses résultats annuels, on note que ses revenus au 1er semestre ont effectivement chuté de 20% en glissement annuel, dans un contexte où l'attrait pour les diamants naturels diminue au profit des diamants de synthèse. Produits en laboratoire, ces derniers sont jugés plus éthiques et sont également moins chers, alors que le ralentissement de l'économie mondiale affecte le pouvoir d'achat des consommateurs. Malgré tout, De Beers estime qu'il est possible de raviver l'intérêt des consommateurs pour les diamants naturels, notamment par le biais de campagnes marketing. La compagnie estime qu'elle pourrait mieux y arriver après la scission annoncée avec sa maison-mère Anglo American.

TOGO 13 milliards FCFA pour l'entretien routier en 2025, sur fond de baisse annuelle

Au Togo, l'État entame l'année 2025 avec un budget réduit pour l'entretien routier, passant de 16,5 milliards FCFA en 2024 à 13,3 milliards FCFA, soit une baisse de près de 20%. Les prévisions pour cette année ont été présentées lors d'un atelier de programmation organisé à Lomé par le ministère des Travaux publics, qui

s'est tenu les 31 décembre 2024 et 1er janvier 2025, sous la houlette du ministre de tutelle, Sani Yaya.

Des besoins réels estimés à 41 milliards FCFA

Durant les travaux, le ministre a souligné l'importance de définir des priorités stratégiques en fonction de

l'état des routes nationales. Ainsi, les besoins réels pour l'entretien du réseau routier sont estimés à 41 milliards FCFA, rapporte le quotidien d'Etat Togo Presse. Dans le détail, la route nationale N°1 figure en tête des priorités pour 2025, suivie des axes transversaux et de la réhabilitation des points critiques du réseau. En parallèle, des mesures inno-

vantes, telles qu'une enquête de satisfaction des usagers, sont envisagées pour évaluer l'efficacité des travaux et mieux répondre aux attentes des citoyens. En effet, pour le ministre, il « serait bien d'introduire une enquête de satisfaction des usagers sur un certain nombre de tronçons, de telle sorte à pouvoir nous aider à nous améliorer toujours ».

EN 2024

Cinq fonds de private equity ont clôturé un total de 2,61 milliards \$ pour l'Afrique

Derrière ce chiffre, se dissimule toutefois une activité de levée de fonds de private equity et de venture capital en Afrique, plus modeste en 2024 qu'en 2023. Le total des cinq plus importantes clôtures de mobilisation de fonds pour le private equity en Afrique a atteint 2,61 milliards de dollars en 2024, selon des données compilées par l'Agence Ecofin tout au long de la période. LeapFrog Investments a finalisé son quatrième fonds avec 1,02 milliard de dollars, dont 808 millions en engagements primaires et 210 millions en co-investissements. Ce fonds cible les services financiers et la santé, attirant des investisseurs tels que Temasek, AIA et la Fondation Ford. African Infrastructure Investment Managers (AIIM) a clôturé son fonds AIIF4 avec 748 millions de dollars, complétés par 206 millions en co-investissements. Ce fonds cible les infrastructures straté-

giques, notamment l'énergie et les transports. Avec un closing annoncé à 470 millions \$ pour son cinquième fonds, Adenia Partners vient en troisième position Metier Capital quant à lui annonce avoir mobilisé 219 millions \$ pour son troisième fonds de croissance ciblant l'Afrique, surpassant son objectif initial. Ce fonds se concentre sur les entreprises de taille moyenne dans les télécommunications, les technologies de l'information et l'énergie. Enfin, TLcom Capital boucle ce top cinq pour avoir finalisé son deuxième fonds, TIDE Africa Fund II, à 154 millions de dollars. Il cible les startups en Afrique subsaharienne et en Égypte, avec un focus multi-sectoriel et des investissements précoces. Si plusieurs de ces clôtures de fonds ont été annoncés en 2024, pour certaines d'entre elles, le processus de mobilisation des ressources a débuté en 2023. En ef-

fet, une analyse plus détaillée révèle que la valeur totale des ressources financières annoncées pour constituer des fonds d'investissement en Afrique a été de seulement 1,2 milliard \$ pour un total de 54 transactions, selon des données de la base des données Ecofin Pro. Une part essentielle des fonds clôturés en 2024 avait été mobilisée l'année précédente. 2024 s'est donc avérée être une année modeste en termes de mobilisation de ressources pour les fonds de capital investissement en Afrique. Ce volume de 1,2 milliard \$ pour un total de 54 transactions représente une baisse significative par rapport à 2023, où 3,44 milliards USD de levées de fonds avaient été annoncés dans le cadre de 88 transactions. Cette diminution marque un ralentissement dans la dynamique de croissance observée les années précédentes. Plus globalement, l'analyse de la base de données couvrant la période 2017-2024 confirme un volume total de 10,5 mil-

liards USD mobilisés à travers 404 opérations. L'analyse chronologique révèle une croissance des investissements jusqu'en 2023, passant de 699 millions USD en 2017 à un pic de 3,44 milliards USD en 2023, avant de connaître une baisse significative en 2024. Concernant les investisseurs majeurs, les données montrent que les institutions de financement du développement (DFI) dominent le marché avec 54% des investissements totaux, soit 5,7 milliards USD. L'International Finance Corporation (IFC) se positionne comme le premier investisseur avec 1,04 milliard USD, suivi de près par la Banque Européenne d'Investissement (EIB) avec 1,09 milliard USD, et le US-DFC avec 689 millions USD. Cette prépondérance des DFI souligne leur rôle crucial dans le développement du private equity en Afrique, tout en mettant en lumière le besoin de diversification des sources de financement pour soutenir la croissance du secteur.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Une semaine pour rien (ou presque)

La semaine boursière qui vient de s'achever marque à la fois la fin de l'année 2024 et le début de l'année 2025. Il n'y a pas de grandes conclusions à en tirer, sinon que les investisseurs se préparent au retour aux affaires de Donald Trump, dont l'investiture est prévue le 20 janvier, et à la première décision de la Fed sur ses taux, attendue le 29 janvier. La place parisienne a plutôt mal démarré l'année, pénalisée par la poursuite de la décrue du luxe. Toute l'équipe de Zonebourse vous souhaite le meilleur pour cette nouvelle année.

Tops / Flops de la semaine

Le secteur énergétique : les cours du pétrole et du gaz sont remontés à cause d'une perspective de vague de froid sur les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, de la fin du transit du gaz russe par l'Ukraine. On peut citer Equinor, BP, Texas Pacific Land, Shell ou encore Hess Corporation qui ont tous très bien démarré l'année.

Tecnicas Reunidas +17,18 % : l'entreprise espagnole spécialisée dans l'ingénierie et la construction d'installations industrielles démarre son année avec l'annonce d'un beau contrat de 440 M\$ pour travailler sur le champ pétrolier de Vaca Muerta en Argentine.

Pierer Mobility +4,93 % : la société autrichienne, qui détient notamment les motos KTM, retrouve un peu d'espoir avec le dépôt de son plan de restructuration qui implique l'amortissement total des dettes. Le groupe a besoin de liquidités après sa mise en procédure d'insolvabilité en novembre.

UBS +2,93 % : la banque suisse a été soutenue par Exane BNP Paribas qui estime que les rachats d'actions devraient être plus importants dès ce semestre. Le broker vise 35 CHF.

Flops

Tesla -4,92 % : les livraisons du constructeur de véhicules électriques ont reculé de 1% en 2024 par rapport à 2023. C'est une première dans son histoire. Outre les difficultés du marché, Tesla a été impactée par les fermetures temporaires d'usines, notamment en Allemagne où le site a connu un incendie puis une grève.

Sofi Technologies -7,13 % : les analystes de KBW sont préoccupés par la valorisation élevée et les objectifs ambitieux du fournisseur de services financiers. La société n'a pas le droit à l'erreur pour tenir de tels multiples.

Microstrategy +2,93 % : l'entreprise qui a récemment intégré le Nasdaq-100 est fortement corrélée avec la trajectoire du Bitcoin, à la hausse comme à la baisse. La crypto-monnaie a perdu du terrain depuis ses plus-hauts une semaine avant Noël. Microstrategy détient environ 423 650 Bitcoins.

Boeing -5,99 % : un 737-800 s'est écrasé à l'aéroport de Muan, dans le sud-ouest de la Corée du Sud. Le drame a coûté la vie à 179 personnes. Airbus, dont la réputation est désormais bien meilleure, domine son rival en termes de capitalisation.

Matières premières

Energie : Les prix du pétrole reprennent de la hauteur en ce début d'année dans un contexte

de demande favorable aux Etats-Unis, qui s'apprêtent à faire face à une vague de froid en provenance de l'Arctique. Au-delà de l'aspect demande, l'offre américaine de pétrole pourrait également être momentanément impactée, notamment au Texas. Au niveau des prix, le Brent s'échange à 75,50 USD tandis que le WTI se négocie autour de 72,50 USD. Toujours dans le registre de l'énergie, le cours du gaz naturel a fortement augmenté en Europe. Le TTF de Rotterdam est ainsi passé de 40 à 50 EUR/MWh en 15 jours. Le flux de gaz russe qui transitent via l'Ukraine a définitivement pris fin cette semaine à la suite de l'expiration d'un contrat signé entre les deux pays.

Métaux : On change d'année mais le scénario central reste le même... Les financiers sont dans l'attente de nouvelles mesures de relance économique en provenance de la Chine pour redevenir positifs sur les métaux industriels. Les dernières données économiques et l'objectif de croissance pour 2025 fixé par Pékin ne suscitent aucun engouement. La tonne de cuivre s'échange à 8800 USD à Londres (prix spot). Du côté de l'or, le métal précieux débute l'année en hausse malgré une appréciation du billet vert. L'once d'or se négocie actuellement autour de 2650 USD.

Produits agricoles : Le cours du maïs poursuit son ascension à Chicago, soutenu par les inquiétudes entourant l'offre russe tandis que le niveau des exportations américaines reste élevé selon les données du Ministère américain de l'agriculture. Le maïs atteint ainsi 460 cents le boisseau (contrat mars 2025), un niveau qui n'avait jamais été atteint depuis juin 2024.

Macroéconomie

Ambiance : Ralentie. En dépit d'une semaine écourtée en raison du nouvel an et en l'absence de statistiques économiques d'envergure, les investisseurs ont pu prendre connaissance d'indicateurs d'activité du secteur manufacturier. En Europe, ce n'est pas brillant avec un PMI qui décroît depuis deux ans et qui reste en zone de contraction à 45.1 points. Aux Etats-Unis, la situation est nettement moins mauvaise, même si l'indice est juste sous le seuil des 50 à 49.4. En attendant, les rendements obligataires flirtent avec leur résistance à 4.55% sur le 10 ans américain contre 2.43/51% pour son équivalent allemand.

Crypto : Bitcoin commence l'année dans le vert. Le crypto-actif progresse de plus de 3 % depuis lundi et se retrouve désormais autour des 96 600 dollars. La création de Satoshi Nakamoto a brillé en 2024, ayant bondi de plus

de 120 % sur l'année, et atteint un nouveau sommet historique à plus de 108 000 dollars. Le lancement des ETF Bitcoin Spot, l'assouplissement monétaire et l'arrivée de Trump à la Maison Blanche sont autant de facteurs qui ont aidé le bitcoin à établir de nouveaux records. Maintenant, les investisseurs et spectateurs proches ou éloignés de la cryptosphère attendent de voir si les belles promesses du président Trump durant sa campagne vont se concrétiser cette année. Que ce soit faire des Etats-Unis la "capitale mondiale des crypto-monnaies" ou créer une réserve stratégique en bitcoins sur le sol américain, le président républicain avait été particulièrement ambitieux pour rendre euphoriques les aficionados du bitcoin avant son élection. Ces belles paroles vont-elles se réaliser et emmener le BTC vers

de nouveaux sommets ? Réponse dans les prochains mois.

Une semaine pour rien (ou presque)

La véritable reprise 2025 des marchés financiers aura lieu la semaine prochaine, avec les premières estimations de l'inflation de décembre en Allemagne (lundi) et en zone euro (mardi), puis les minutes de la dernière réunion de la banque centrale américaine (mercredi) et les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis en décembre (vendredi). Côté entreprises, le groupe de restauration collective Sodexo (pour le 1er trimestre de son exercice décalé 2024/2025), le spécialiste de la chimie des bâtiments Sika et le distributeur britannique Tesco essuieront les plâtres. Zonebourse vous souhaite un excellent weekend.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 02 Janvier 2025				
Valeur : 06 Janvier 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.8639	135.8789
1	EUR	EURO	140.9316	140.9744
1	GBP	POUND STERLING	170.0637	170.1251
100	JPY	JAPANESE YEN	86.6534	86.6685
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6130	18.6153
1	CHF	SWISS FRANC	150.1259	150.2254
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.3237	94.3472
1	DKK	DANISH KRONE	18.8870	18.8907
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2835	12.2960
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9540	11.9595
1	AED	UAE DIRHAM	36.9869	36.9970
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1773	36.1909
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.6873	440.8790
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2905	42.7155
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4367	13.4382
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5692	27.7100
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4138	3.4244
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1866	177.1866

SECOUÉ PAR SES SECTEURS EXPOSÉS À LA CHINE

Le CAC 40 finit la semaine sous les 7.300 points

La Bourse de Paris clôture en forte baisse ce vendredi soir, avec un CAC 40 qui revient sous les 7.300 points pour débiter l'année 2025. L'indice vedette parisien perd plus de 1,3% sur les deux premières séances de 2025. Les investisseurs auraient préféré un meilleur début d'année pour la Bourse de Paris. Le CAC 40 termine en baisse de 1,51%, à 7.282,22 points vendredi soir, plombé par la mauvaise orientation de son secteur du luxe. Les baisses de Stellantis et d'Arcelormittal ont aussi miné le moral des opérateurs tricolores.

La Bourse de Paris n'a aussi pas pu compter ce vendredi sur le soutien de Wall Street qui s'affiche pour la première fois de l'année en territoire positif, sur des bases plus qu'honorables. A la clôture des Bourses européennes, le Dow Jones progresse de 0,5%, le S&P 500 et le Nasdaq

rebondissent de plus de 1%, les trois indices majeurs tentant de mettre fin à une série de quatre séances dans le rouge.

Une activité manufacturière meilleure que prévu aux États-Unis

Les opérateurs américains ont réagi à une activité manufacturière meilleure que prévu en décembre. L'indice ISM manufacturier (souvent considéré comme plus pertinent que l'indice PMI) est ressorti à 49,3 en décembre contre 48,4 de consensus et après 48,5 en novembre. Mais pour autant, l'activité manufacturière américaine continue de se dégrader puisque le seuil de 50 marque la frontière qui sépare contraction et expansion de l'activité.

"Après avoir stagné pendant la majeure partie des deux dernières années, les composantes 'production'

et 'nouvelles commandes' du rapport ISM sur l'industrie manufacturière sont entrées en phase de croissance. Toutefois, la prudence reste de mise en ce qui concerne la composante 'emploi', qui suggère que des emplois continuent d'être supprimés alors que l'incertitude tarifaire reste une préoccupation, en particulier pour les entreprises disposant de chaînes d'approvisionnement internationales et pour celles dont les exportations constituent une source importante de revenus", avancent les économistes d'ING.

Sur les deux premières séances de 2025, le CAC 40 cède donc 1,33%, après avoir déjà rendu 2,15% en 2024...

Un luxe qui ne brille pas

Du côté des valeurs, le luxe a miné la tendance toujours sous pression

après la publication d'une mauvaise statistique manufacturière publiée jeudi en Chine, un marché important pour ce secteur. Lanterne rouge du CAC 40 ce vendredi soir, Kering a lâché 4,9%, suivi de LVMH (-3,8%) quand Hermès a redonné 2,8% . Arcelormittal a redonné 4,7%, lui aussi pénalisé par son exposition à la Chine. Le dossier a aussi été malmené par la décision du président américain Joe Biden de vouloir bloquer le rachat prévu du géant de l'acier américain U.S. Steel par son homologue japonais Nippon Steel. Le secteur des spiritueux a aussi été sous pression, Rémy Cointreau redonnant 5% quand Pernod Ricard a flanché de 3,1%, alors que l'administrateur de la santé publique des États-Unis souhaite apposer des étiquettes d'avertissement contre le cancer sur les bouteilles d'alcool. Stellantis n'a pas été non plus épar-

gné, finissant la semaine en net repli de 3,5%, alors que certains de ses modèles de véhicules électriques qui bénéficiaient d'un crédit d'impôt à l'achat aux États-Unis ne figurent plus dans la nouvelle liste du gouvernement américain.

Airbus a perdu un peu moins de 1%, alors que le groupe aéronautique aurait manqué de justesse son objectif annuel de livraisons, malgré un dernier coup de collier en décembre, selon des informations rapportées par Bloomberg.

Sur le marché des changes, l'euro progresse de 0,3% à 1,0298 dollar. Du côté du pétrole, celui-ci repart à la hausse. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, gagne 0,8% à 76,52 dollars, tandis que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, rebondit de 1,2% à 74,03 dollars.

BOEING

La FAA maintient une surveillance renforcée

L'avionneur américain doit changer de culture d'entreprise pour privilégier la sécurité plutôt que les bénéfices, a affirmé le patron du régulateur américain de l'aviation (FAA), un an après un incident d'un avion Alaska Airlines.

Un an après l'incident d'Alaska Airlines, l'autorité américaine de l'aviation civile (FAA) va maintenir de façon prolongée sa surveillance renforcée de Boeing, a déclaré ce vendredi 3 janvier le chef sortant de l'agence, Mike Whitaker, dans un communiqué. « Nous avons mené un nombre sans précédent d'audits inopinés ; et nous effectuons des contrôles mensuels avec les dirigeants de Boeing afin de suivre les progrès accomplis. Notre surveillance renforcée est là pour durer », a averti Mike Whitaker. « Il ne s'agit pas d'un projet d'un an. Ce qu'il faut, c'est un changement culturel fondamental chez Boeing, axé sur la sécurité et la qualité avant les profits, a ajouté le patron de la FAA. Cela nécessitera des efforts et un engagement soutenus de la part de Boeing, ainsi qu'une surveillance sans faille de notre part. »

En parallèle, le constructeur américain a publié ce vendredi un état des lieux des actions qu'il a mises en place depuis un an pour améliorer la qualité dans ses usines. Le groupe a notamment réduit « significativement les défauts dans l'assemblage du fuselage du 737 chez Spirit AeroSystems en augmentant les points d'inspection sur les sites de construction », fait-il valoir. L'avionneur explique aussi avoir renforcé la formation de ses mécaniciens et de ses inspecteurs qualité. De sérieux soucis techniques Boeing traverse une passe difficile depuis de longs mois, marquée par de sérieux soucis de qualité de production. Ceux-ci ont notamment été mis en lumière le 5 janvier 2024, lorsqu'une porte s'est arrachée en plein vol sur un 737 MAX 9 d'Alaska Airlines, faisant quelques blessés légers. Après cet incident, la FAA a lancé un audit sur la qualité de la production de l'avionneur et lui a notamment

donné en février 90 jours pour élaborer un « plan d'action complet » pour assainir la qualité de sa production. Mike Whitaker a reconnu que la surveillance antérieure était trop passive. La FAA a également plafonné la production de l'avion 737 à 38 exemplaires mensuels, rythme que le constructeur n'a en réalité pas atteint en 2024 à cause du ralentissement de sa chaîne d'assemblage pour mettre en place les nouvelles mesures de sécurité et de conformité. L'incident et la crise qui ont suivi pour Boeing a provoqué le départ de son PDG de l'époque, Dave Calhoun. Outre des problèmes de qualité de production, le constructeur aéronautique a subi en 2024 une grève de plus de 50 jours ayant paralysé deux usines cruciales. Dans la foulée, il a annoncé mi-octobre son intention de réduire ses effectifs mondiaux de 10%. A fin 2023, il employait près de 171.000 personnes.

MOLDAVIE

Nouvelles coupures d'électricité en Transnistrie après la fin des livraisons de gaz russe

La Transnistrie, territoire séparatiste occupé par la Russie en Moldavie, a annoncé samedi instaurer de nouvelles coupures de courant pour la population en raison de l'arrêt des livraisons de gaz russe, vitales pour son demi-million d'habitants. Ce petit territoire qui échappe au contrôle de la capitale Chisinau depuis la chute de l'URSS avait déjà mis à l'arrêt jeudi de nombreuses entreprises industrielles face au

manque d'électricité. Puis vendredi, elle avait instauré de premières coupures de courant pour la population. Ces nouvelles coupures ont lieu samedi «pendant trois heures», entre 14H00 et 17H00 (12H00-15H00 GMT), a annoncé le gouvernement séparatiste sur Telegram. «Les pauses d'une heure ne sont pas suffisantes pour garantir la sécurité du système d'alimentation électrique», a justifié dans un communiqué le chef

des séparatistes, Vadim Krasnoselski. «Les spécialistes insistent pour que, dès demain, (la durée) des coupures soit portée à quatre heures», a-t-il également précisé. Le géant russe Gazprom approvisionnait jusqu'à présent la Transnistrie en gaz via le fournisseur local Tiraspoltransgaz, sans que cette société ne paye pour ces livraisons. Or, la Transnistrie n'étant pas reconnue par la communauté internationale,

l'entité sécessionniste envoyait les demandes de paiement à Chisinau, faisant augmenter progressivement la dette de la Moldavie envers Gazprom. Le conflit autour du montant de la dette à régler envers Gazprom - chiffrée à plus de 700 millions de dollars par Moscou mais estimée à seulement environ 9 millions par Chisinau - a poussé le géant russe à couper le robinet à partir du 1er janvier.

MALGRÉ L'OPPOSITION DE TRUMP

New York met en place son péage urbain

New York a lancé dimanche son programme de péage urbain pour les automobilistes souhaitant accéder au centre de Manhattan. Une première au pays de la voiture reine, qui ouvre la voie à une querelle entre les autorités locales et le futur président Donald Trump. La gouverneure démocrate de l'État, Kathy Hochul, avait annoncé en

novembre que les automobilistes entrant dans l'île de Manhattan au sud de Central Park paieraient 9 dollars en journée. Ce projet, véritable serpent de mer de la vie politique locale, est destiné à réduire la pollution atmosphérique tout en finançant le métro, critiqué pour son coût (2,90 dollars le trajet) et sa vétusté. Sa mise en application, à

deux semaines de l'investiture de Donald Trump, n'est pas anodine car le projet a besoin de l'approbation de la présidence américaine. Or, si l'administration Biden s'est dite favorable, le futur président avait exprimé sa «forte opposition» au péage urbain qui «va heurter les travailleurs, les familles et les entreprises».

Kathy Hochul a voulu ainsi couper l'herbe sous le pied du républicain pour l'empêcher de mettre son veto. Mais le litige promet de continuer de manière acharnée dans les semaines et mois à venir. Les agglomérations voisines de New York sont vent debout contre le péage, arguant de son impact nuisible selon eux sur leurs entreprises et sur la ca-

pacité de leurs habitants à se rendre à leur travail dans Manhattan. Un juge a rejeté un recours de dernière minute porté vendredi par des responsables de l'État voisin du New Jersey, qui estimaient que le projet aurait des conséquences environnementales néfastes sur les régions adjacentes.

FRANCE

Des agriculteurs en colère menacent de bloquer Paris

Des agriculteurs en colère ont l'intention de se rendre dimanche à Paris, parfois en tracteur, à l'appel de la Coordination rurale, illustrant l'inquiétude d'un secteur dont les représentants seront reçus le 13 janvier à Matignon. Le Premier ministre, François Bayrou, s'entretiendra ce jour-là avec la Confédération paysanne, la Coordination rurale, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs, a annoncé Matignon vendredi. Un rendez-vous trop tardif aux yeux de la Coordination rurale, deuxième syndicat agricole de France, qui a

maintenu sa mobilisation dominicale, a dit à Reuters Patrick Legras, porte-parole de l'organisation. Les paysans en colère, reconnaissables à leurs bonnets jaunes, menacent de bloquer les accès à la capitale en ce jour de fort trafic lié au retour des vacances de Noël. La préfecture de police de Paris et celle du Val-de-Marne ont interdit "tout rassemblement non déclaré" dans le centre de Paris et à proximité du marché de Rungis de ce dimanche 18h00 jusqu'à lundi midi. Le monde agricole demande l'applica-

tion de mesures dont la mise en oeuvre est ralentie par l'instabilité politique provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, puis la censure du gouvernement de Michel Barnier. Parmi les revendications des syndicats figurent la fin de la surtransposition des normes et un meilleur contrôle des importations. Les exploitants agricoles s'inquiètent aussi la signature du Mercosur, accord de libre-échange entre l'Union européenne et cinq pays d'Amérique latine dont le Brésil et l'Argentine. La France est opposée aux termes ac-

tuels de ce texte, qui doit être ratifié avant d'entrer en vigueur. Le projet est "inacceptable en l'état", a déclaré le président Emmanuel Macron, qui a émis des réserves en matière d'impact sur l'agriculture française et d'environnement. La mobilisation agricole en France intervient à l'approche du lancement, mardi, de la campagne officielle pour les élections aux chambres d'agriculture. Le vote, prévu la deuxième quinzaine de janvier, dessinera les nouveaux rapports de force entre les syndicats.

JAPON

Un thon rouge vendu près d'1,3 million d'euros aux enchères

Un thon rouge s'est vendu dimanche à près de 1,3 million d'euros au Japon, à l'occasion de la traditionnelle vente aux enchères de thons du Nouvel An à Tokyo. Le prestigieux restaurateur de sushis Onodera Group, étoilé par le guide Michelin, a déboursé 207 millions de yens (environ 1,28 millions d'euros) pour le poisson de 276 kilogrammes, pêché à Oma dans la province d'Aomori (nord). «Le premier thon est censé apporter la bonne fortune», a déclaré Shinji Nagao, directeur-général d'Onodera Food Service, aux journalistes après la vente aux enchères. «Notre souhait est que les gens le mangent et passent une année merveilleuse», a-t-il ajouté. L'année dernière, le restaurateur avait dépensé presque deux fois moins (114 millions de yens) pour la pièce maîtresse. Mais la somme record reste celle de 333,6 millions de yens (2,7 millions d'euros à l'époque) pour un poisson de 278 kilogrammes en 2019, déboursée par l'autoproclamé «roi du thon» Kiyoshi Kimura qui a longtemps régné sur cet événement symbolique au Japon.

ADBLUE

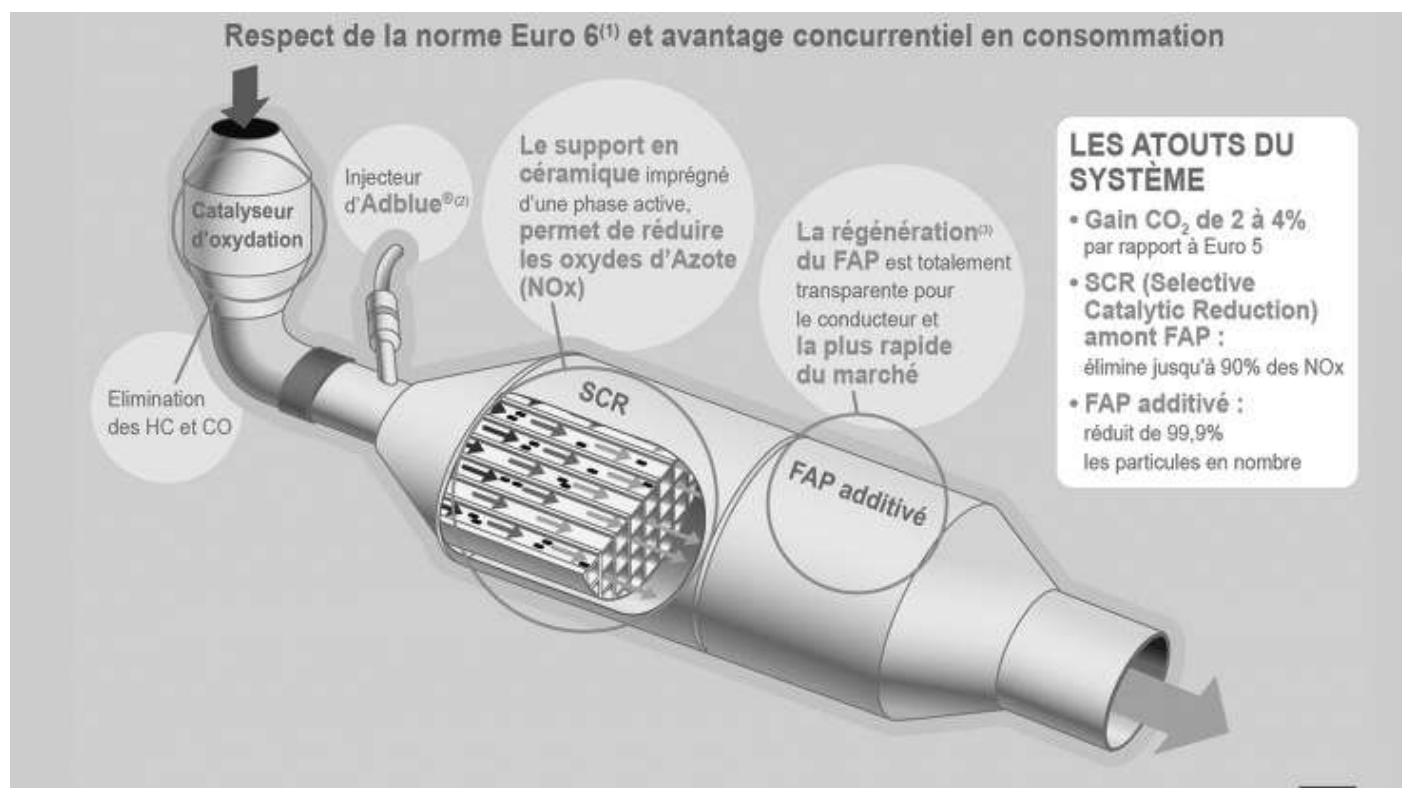
Pourquoi c'est une très mauvaise idée de désactiver le système

Au vu des pannes qui peuvent survenir, il peut être tentant de désactiver son système d'Adblue. Mais c'est en fait une très mauvaise idée.

À fin de respecter des normes anti-pollution toujours plus strictes, les constructeurs ont notamment pour mission de dépolluer les moteurs diesel, du moins lorsqu'ils ne stoppent pas tout bonnement leur commercialisation. A grand renfort de filtres à particules et de pièges à polluants en tous genres, les mazout vendus neufs en Europe satisfont tous à la norme anti-pollution Euro 6 depuis que celle-ci est entrée en vigueur le 1er janvier 2014 et au fil de ses différents durcissements. Il n'y a qu'en France où l'arbitraire et contestable vignette Crit'Air prive les voitures diesel du chiffre 1 (hormis les hybrides rechargeables diesel que seul Mercedes produit), sans quoi un mazout, bien utilisé, ne pollue aujourd'hui pas plus qu'un moteur essence. Reste que pour obtenir ce résultat avec un carburant dont la combustion est à l'origine moins propre, il faut désormais en passer par l'injection d'AdBlue. Ce fameux liquide composé à 32,5 % d'urée et 67,5 % d'eau déminéralisée, est injecté dans les gaz d'échappement depuis un réservoir spécifique, via un injecteur lui-même dédié. Sous l'effet d'un catalyseur dédié, le SCR, les nocifs oxydes d'azote sont neutralisés, convertis en azote et vapeur d'eau. De quoi lutter contre un des polluants les plus dangereux pour la santé en provenance de ce carburant.

Un système parfois capricieux

Malin, efficace, mais pas sans risque, notamment côté fiabilité. Maintenant que cette technologie se trouve très répandue, les retours affluent, la plupart du temps pour signaler des soucis liés à ce fameux Adblue sur les diesel. Puisqu'il tolère aussi mal le grand froid (-10 degrés) que le chaud (30 degrés) et les variations entre les deux extrêmes, l'AdBlue peut se cristalliser dans le réservoir, les canalisations et l'injecteur, et donc engendrer des dégâts sur le



circuit, parfois jusqu'à la panne. Dès lors, on peut être tenté de suivre la proposition de nombreux garagistes : court-circuiter le système. Ce qui revient, en réalité, à une intervention électronique pour brouiller le message d'alerte que la voiture envoie normalement à son conducteur pour refaire le plein d'AdBlue, avec in fine interdiction de démarrage si ce n'est

pas fait. La plupart du temps, un décompte de 1000 km est permis par la voiture avant qu'elle ne se mette en défaut et refuse de démarrer si le plein d'AdBlue n'a pas été fait. En désactivant ce programme électronique, on peut donc se passer du fameux liquide. C'est totalement illégal, mais tentant, car les réparations liées à son dysfonctionnement vont souvent bien au-delà des quelques 300 à 500 € que réclament habituellement les garagistes qui opèrent cette bidouille en une seule manipulation électronique.

Attention à la magouille

Néanmoins, méfiez-vous sérieusement de cette pratique qui, au-delà de son illégalité et de son aspect éthiquement critiquable – un moteur prévu pour fonctionner avec de

l'AdBlue émet des niveaux considérables de NOx si le système est désactivé –, peut aussi accoucher, plus tard, de complications. Aujourd'hui indétectable lors du contrôle technique puisque les émissions de NOx ne sont pas encore mesurées, la triche à l'AdBlue pourrait quand même faire l'objet d'un contrôle à l'avenir. Or, s'il faut un jour remettre le système en route, les quantités de cet AdBlue restant lors de l'arrêt n'auront pu être toutes évacuées. Et l'AdBlue restant aura forcément cristallisé entre temps, pour aboutir aux mêmes problèmes, voire des soucis plus importants encore qu'avant. Malgré la récurrence parfois importante du remplissage du réservoir dédié et les éventuels soucis de fonctionnement, nous ne saurions que trop vous conseiller d'éviter toute bricole illégale.

RIEN NE VA PLUS CHEZ VOLKSWAGEN

La production de la Golf sera délocalisée très loin de l'Europe

Depuis 50 ans, la Golf c'est l'âme de Volkswagen, un modèle phare, une réussite majeure mais dont le succès n'a cessé de s'émousser. Comme la star est moins bankable, la marque dans la tourmente a du prendre des décisions à son sujet. Pilier de la gamme depuis 50 ans, elle a même permis, à l'époque, de tourner la page de la Coccinelle en versant dans une modernité indispensable, la Volkswagen Golf fut un véritable symbole en Europe. Mais le vent a tourné. Si la berline compacte star régna longtemps sans partage sur le vieux continent, auréolée du titre très envié de modèle le plus vendu, elle fut contrainte de descendre de son trône une première fois brièvement en 2017 puis défi-



nitivement, à compter de février 2023. Une page se tourne. Un succès qui s'émousse et des difficultés financières qui s'accumulent pour la marque de Wolfsburg qui vient de prendre la décision de délocaliser la production de la Golf.

La délocalisation de la Golf

Depuis ses débuts en 1974, la berline compacte a été fabriquée à plus de 34 millions d'unités prenant vie dans six usines (Wolfsburg en

Allemagne, Bruxelles en Belgique, Istanbul en Turquie, Uitenhage en Afrique du Sud, Puebla au Mexique et Foshan en Chine) alimentant au mieux les différents marchés mondiaux. Mais depuis un demi-siècle, l'industrialisation des Golf destinées à l'Europe a toujours eu lieu sur le site historique, le berceau de la marque : Wolfsburg. Cette stratégie perdurera jusqu'en 2027 puis à compter de cette date, la fabrication des Volkswagen Golf 8 qui poursuivront leur carrière jusqu'à l'horizon 2030 aura lieu dans l'usine Mexicaine de Puebla. La marque ayant décidé de consacrer ses usines européennes à l'assemblage de modèles électriques. Pour les mêmes raisons, préparant l'arrivée de la Volkswagen ID.2 future rivale de la Renault

5 E-Tech, l'assemblage de la Volkswagen Polo qui depuis 40 ans avait lieu à Pampelune en Espagne est désormais confié à l'usine de Kariega en Afrique du Sud.

La Golf 8 restera au catalogue jusqu'en 2030

Restylée en janvier 2024, la Golf Mk8 jouera les prolongations comme bon nombre de modèles thermiques électrifiés (Peugeot 208 et 2008, Volvo XC90) finalement. Les constructeurs automobiles pris entre le marteau et l'enclume n'ont pas d'autre choix que de conserver au catalogue des véhicules ayant fait leurs preuves et séduisant encore une clientèle qui n'est près de passer à l'électrique.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Cette somme folle que va investir Microsoft dans ses data centers en 2025

L'intelligence artificielle sera toujours un gros sujet en 2025. La preuve, cet investissement incroyable que Microsoft a au programme !



Si OpenAI a pu monter aussi haut en quelques années avec ChatGPT, c'est d'abord et avant tout grâce au soutien financier de Microsoft, qui se compte en milliards de dollars. La firme fondée par Bill Gates n'a en effet jamais hésité à poser des sommes folles pour pouvoir se doter du meilleur de la technologie dans l'IA. Et ce sera encore le cas en 2025, avec des chiffres fous !

Un investissement fou de 80 milliards de dollars au programme

Il y a deux ans, quand on parlait de l'investissement de 10 milliards de dollars par Microsoft dans OpenAI, tout le monde trouvait la somme particulièrement extravagante. Et pourtant, le géant américain va faire encore mieux cette année. En effet, selon le président de Microsoft, Brad Smith, son entreprise va mettre sur la

table un montant incroyable de 80 milliards de dollars en 2025 pour construire des data centers. Ces infrastructures serviront à « entraîner des modèles d'IA et à déployer des applications basées sur l'IA et le cloud dans le monde entier. »

Près de la moitié de cet investissement sera effectué aux États-Unis

Il s'agit d'un investissement mondial, Microsoft ayant l'habitude d'essaimer ses data centers un peu partout, comme on le sait en France. Mais la moitié de cette somme sera tout de même utilisée pour construire des data centers aux États-Unis, « ce qui reflète notre engagement envers ce pays et notre confiance dans l'économie américaine », précise Brad Smith.

Reste que si les data centers seront effectivement utiles pour l'entraînement des IA, une augmentation si brutale du nombre de ces équipements particulièrement énergivores va encore plus mettre sous tension le réseau électrique. Aux États-Unis, la majorité des distorsions de puissance ont déjà lieu aux alentours des data centers. Alors, en 2025, les problèmes ne risquent-ils pas de se multiplier ?

STARSHIP

La méga fusée d'Elon Musk prête à mettre une charge utile en orbite pour la première fois !

Et un de plus pour SpaceX, qui programme le septième vol d'essai de Starship le 10 janvier 2024. La mission comprendra une première historique : le déploiement de 10 simulateurs Starlink en orbite. Le lanceur bénéficie d'améliorations majeures pour ses performances et sa fiabilité.

Autant de lancements que de tomes de Harry Potter. SpaceX prépare le septième vol d'essai de sa méga fusée depuis la base de Boca Chica au Texas. Et cette mission est toute particulière dans l'histoire du développement du plus grand lanceur spatial jamais conçu. Pour la première fois, Starship tentera de déployer une charge utile en orbite. Dix simulateurs reproduisant les caractéristiques des futurs satellites Starlink V3 seront libérés dans l'espace avant d'effectuer un amerrissage programmé dans l'océan Indien.

Premier déploiement de satellites pour le géant spatial

Ce septième vol d'essai de Starship marque peut-être un tournant pour le programme de SpaceX. La société d'Elon Musk franchit en tout cas une nouvelle étape technique en tentant le premier déploiement orbital de charge utile. Les 10 simulateurs



embarqués reproduisent fidèlement la masse et les dimensions des futurs satellites Starlink V3. Ces nouveaux engins spatiaux, nettement plus imposants que leurs prédécesseurs, pèseront jusqu'à 2 000 kilos chacun. À terme, chaque mission Starship pourra déployer jusqu'à 60 satellites V3, ajoutant une capacité de 60 téraoctets par seconde au réseau de communication spatial. Soit largement de quoi permettre aux abonnés Starlink d'accéder à des débits de l'ordre du gigabit par seconde. La mission comprend également plusieurs autres objectifs techniques. Un rallumage du moteur

Raptor sera effectué pendant la phase orbitale du vol. Le propulseur Super Heavy, équipé pour la première fois d'un moteur ayant déjà volé lors de la cinquième mission, tentera un retour contrôlé. Si les conditions le permettent, la tour de lancement capturera le booster. Dans le cas contraire, celui-ci effectuera un amerrissage en douceur dans le golfe du Mexique.

Un vaisseau profondément remanié pour des missions plus ambitieuses

Les ingénieurs de SpaceX ont considérablement modifié l'architecture du lanceur. Ils ont misé

sur des modifications techniques pour plus de fiabilité. Les volets avant ont été réduits et repositionnés vers l'extrémité du véhicule, pour limiter leur exposition à la chaleur intense de la rentrée dans l'atmosphère. Le système de propulsion bénéficie lui aussi d'une refonte complète : volume de carburant augmenté de 25 %, isolation sous vide des conduites d'alimentation et nouveau système d'acheminement du carburant vers les moteurs Raptor optimisés pour le vide spatial. L'avionique embarquée intègre désormais des capacités étendues : ordinateur de vol plus puissant, antennes combinant les fonctions Starlink, GNSS et communications RF de secours, capteurs de navigation inertielle et de suivi stellaire repensés. Plus de 30 caméras haute définition retransmettront en direct les données de vol par le réseau Starlink, avec un débit de 120 mégabits par seconde. Le bouclier thermique adopte une nouvelle génération de tuiles et une couche de protection redondante. Ces améliorations en disent long sur les ambitions nourries par le programme SpaceX et les futures missions habitées vers la Lune et Mars. Viser la lune, ça ne fait pas peur à Elon Musk.

DOUBLECLICJACKING

Une attaque simple comme un double-clic



Un chercheur a découvert une méthode basée sur le double-clic de la souris pour prendre le contrôle de comptes sur différents sites web. Il préconise de revoir les systèmes de défense actuellement en place. En berne depuis quelques années, la technique dite du clickjacking revient avec une variante baptisée doubleclickjacking. Elle a été découverte par le chercheur en sécurité, Paulos Yibelo. Dans un article, il indique « au lieu de s'appuyer sur un seul clic, elle tire parti d'une séquence de double-clic ». Il ajoute « si ce changement peut sembler anodin, il ouvre la porte à de nouvelles attaques de manipulation de l'interface utilisateur qui contournent toutes les protections connues contre le clickjacking, y compris l'en-tête X-Frame-Options ou un cookie SameSite : Lax/Strict ». Il fait ici référence au clickjacking, aussi appelé rééquilibrage de l'interface utilisateur. Il s'agit d'une technique d'attaque consistant à inciter les utilisateurs à cliquer sur un élément de page web apparemment inoffensif (un bouton, par exemple), ce qui entraîne le déploiement de logiciels malveillants ou l'exfiltration de données sensibles. Le doubleclickjacking est une déclinaison de cette méthode en exploitant l'écart entre le début d'un clic et la fin du second clic pour contourner les contrôles de sécurité et valider par exemple une page d'authentification. Le pirate peut ainsi prendre le contrôle de comptes avec une interaction minimale. Dans plusieurs vidéos, le chercheur gagne des accès à des comptes Salesforce, Slack et Shopify.

Moderniser les systèmes de défense contre le clickjacking

Dans le cadre du clickjacking, les sites web ont mis en place des techniques pour minimiser ces attaques. « La plupart des applications web et des frameworks partent du principe qu'un seul clic forcé constitue un risque », constate Paulos Yibelo. Cependant, « le doubleclickjacking ajoute une couche de nombreuses moyens défenses sont incapables de gérer. Des méthodes telles que X-Frame-Options, SameSite cookies ou CSP sont inopérantes contre cette attaque », estime le chercheur. Il préconise donc une évolution de ces systèmes de défense. Les fournisseurs de navigateur peuvent ainsi adopter des outils comme X-Frame-Options pour contrecarrer les exploits double-clic. Certains sites web ont aussi adopté des approches désactivant les boutons critiques par défaut et envoient une alerte en cas de demande de double-clic. Des services tels que Dropbox utilisent déjà de telles mesures préventives.

Frère de Castor		Message		Cube de bois		Chapeau de feutre		Primordiale		Sièges à trois pieds		Borne pour câbles	
Nuisances		Règle générale		Éruption cutanée				Précis				La famille des canards e sarcelles	
										Faisceau lumineux			
Fleuve sauvage						Demeurent							
Prénom arabe						Peintre français (Jean-Auguste-Dominique)							
			Abattu							Égalité aux échecs			
										Note de musique			
Concentra		Cheval roux	Victoire de Napoléon					Blesse					
								Conjonction de coordination					
			Gnôle		Partie du larynx							Tantale	État de béatitude parfaite
Construisis	Prénom féminin				Frère de Fifi et de Loulou					Directeur sportif (initiales)			
	Surcharges d'encre									Sélénium			
					Dedans			Test					
								Grand arbre de l'île de Java					
Bleu intense					Ancêtre du rugby						Insouciance	Longue période	
Terrains de sport					Code d'une serrure								
						Sauvez nos âmes	Poids lourd			Monnaie bulgare			
										Bois d'un cervidé			
Première page				Einsteinium			Ouvrira les fenêtres						
Lieu de fouilles				Iridium									
		Fourrures							Préfecture du Lot-et-Garonne				
		Instrument d'observation							Aigreur				
Allongéas								Coeur				Enveloppés autour de soi	
Orateur grec							Ventilation	Petit rendez-vous					
				Marques au sol		Harnois							Hauteur de la voix
						Rire sur la toile							
Partie d'une maison	Retirés		Haussèrent										
					Valeur refuge			Désuet					
					Cité légendaire			Fin d'infinitif					
Nazi			Écrasait							Chevalier efféminé			
Piedestaux			Ancienne monnaie italienne							Créateur du revolver			
						Astuce					Regardée		Point cardinal
						Solipède							
Bon dormeur					Paresseux			Indolente					
Due au bacille de Hansen													
					Drame au Japon			Désignées					
Évêchés normand					Grande école				Essai				

Huit morts et 191 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 191 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bejaïa où quatre personnes sont décédées et trois autres ont été blessées suite à une collision entre deux véhicules légers dans la commune d'Amalou. La Protection civile est également intervenue pour prodiguer des soins de première urgence à 54 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain à l'intérieur de leurs domicile à travers plusieurs wilayas du pays.

MASCARA

Production prévue de plus de 460.000 quintaux d'agrumes

La wilaya de Mascara prévoit une production de plus de 460.000 quintaux de différents types d'agrumes au cours de la campagne de récolte pour la saison agricole 2024-2025, a indiqué, dimanche, la direction des Services Agricoles (DSA). La campagne de récolte, lancée ces dernières semaines et qui se poursuivra jusqu'au début du mois de mars prochain, concerne une superficie productive totale de plus de 5.400 hectares, avec un rendement estimé à 115 quintaux à l'hectare, a-t-on indiqué à l'APS. La production d'agrumes de cette saison repose principalement sur les variétés "Thomson", "Clémentine" et "Mandarines", selon la même source, qui a également souligné que cette production enregistre une "diminution notable" par rapport à la saison agricole précédente, au cours de laquelle la wilaya avait récolté plus de 750.000 quintaux. Cette baisse est due à la "hausse record" des températures, durant l'été dernier, ce qui a endommagé certaines zones de vergers d'agrumes, ainsi qu'à la pénurie d'eau d'irrigation dans la plaine d'El Hebra, en raison de la baisse du niveau du barrage de la commune de Bouhanifia et du manque de précipitations. Afin d'élargir les superficies cultivées en agrumes, durant la saison agricole en cours, la chambre d'agriculture de la wilaya a récemment lancé, en coordination avec la Direction du secteur, des sorties de sensibilisation pour les exploitations agricoles situées dans la zone irriguée de la plaine d'El Hebra, ainsi que dans les communes de Hacine, El Guetna et Ghriss, a précisé le président de la chambre, Mohamed Zougarat. Durant ces sorties, des informations sur les programmes de l'Etat visant à promouvoir et développer cette activité agricole, notamment la distribution de plants d'agrumes et des facilités dans le domaine de l'irrigation agricole, seront fournies. La culture des agrumes est largement implantée dans la wilaya de Mascara, notamment dans la plaine d'El Hebra, qui couvre les communes de Mohamadia, Mactaa douz, Bouhenni et Sidi Abdelmoumen.

BOURSE D'ALGER

Hausse de la capitalisation à 518 milliards de DA

Par Mourad A

L'année 2024 marque un tournant historique pour la Bourse d'Alger, qui enregistre des résultats sans précédent depuis sa création en 1997. Selon Youcef Bouznada, Président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (CO-SOB), la capitalisation boursière de la Bourse d'Alger a atteint 518 milliards de dinars, soit une hausse spectaculaire de 700 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, le volume des échanges a franchi la barre des 2,7 milliards de dinars, enregistrant une augmentation de 500 % par rapport à 2023. Ces performances illustrent clairement la dynamique exceptionnelle de la place financière algérienne. Dans son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Bouznada a souligné que cette évolution s'inscrit dans une démarche de modernisation et d'innovation visant à renforcer le rôle de la Bourse dans l'économie nationale. Parmi les projets prioritaires du plan de développement, il a évoqué la mise en place d'un nouveau système

d'information boursier, dont l'implémentation est prévue pour le premier semestre 2025. « Ce système permettra d'améliorer la fluidité des transactions et de garantir une meilleure transparence des opérations boursières », a-t-il précisé. Bouznada a également abordé l'introduction de nouveaux produits financiers, rendus possibles grâce à la révision récente de la loi sur le marché financier. Cette réforme permettra l'adoption de sukus commerciaux, répondant ainsi à la nécessité de diversifier les instruments financiers disponibles sur le marché algérien. « Ce changement est une réponse directe aux besoins de diversification des instruments financiers sur la place boursière », a-t-il expliqué. Un autre axe stratégique de cette transformation concerne la simplification des procédures d'inscription en Bourse. Bouznada a insisté sur l'importance de rendre ces démarches administratives plus accessibles, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME). « Désormais, ces entreprises peuvent accéder à la Bourse avec un capital de 1 milliard de centimes, grâce à la simplifi-

cation des conditions d'admission », a-t-il précisé. Parmi les événements les plus marquants, Bouznada a annoncé l'introduction imminente de la société "Djezzy" à la Bourse d'Alger, prévue pour le premier semestre 2025. Cette opération représente une étape clé dans le processus de transformation de la Bourse, et constitue, selon lui, un signal fort pour le marché et pour les investisseurs. « L'introduction de Djezzy, un acteur majeur du secteur des télécommunications, pourrait jouer un rôle catalyseur dans l'augmentation de l'intérêt des investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, pour la Bourse algérienne », a-t-il ajouté. Ainsi, grâce à des réformes structurantes et une vision ambitieuse, la Bourse d'Alger se positionne comme un acteur stratégique dans le développement économique de l'Algérie. Attirant de plus en plus d'entreprises et d'investisseurs, elle s'engage sur une trajectoire prometteuse pour 2025. Ces perspectives font de la Bourse d'Alger un pilier en devenir du marché financier régional, dont l'influence pourrait continuer à croître dans les années à venir.

ÉCOLES DE LANGUES

Le rappel à l'ordre du ministère du Commerce

Le Directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce intérieur et la régulation du marché national, Mohamed Mezghache a indiqué, dimanche, que toutes les écoles de langues inscrites au registre de commerce sont tenues de se conformer strictement aux activités qui leurs sont définies, et de se limiter exclusivement à ces dernières. "Dans le cadre de la régulation des activités économiques et commerciales et pour garantir le respect des activités commerciales définies à chaque entreprise, tous les établissements d'enseignement de langues inscrits au registre de commerce sous le code d'activité 014-607 sont tenus de se

conformer à l'activité définie dans leur registre de commerce, relative aux cours de langues, en s'y limitant exclusivement". "Nous appelons tous les établissements concernés au strict respect des activités inscrites dans leurs registres de commerce", a-t-il poursuivi, soulignant que les établissements inscrits dans l'activité de l'enseignement des

lignes doivent "respecter ce qui a été mentionné dans le registre du commerce". Soulignant que ce travail relevait de l'action de contrôle "routinier" du ministère à travers la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes, M. Mezghache a noté que cette action visait à "contrôler les conditions que chaque entreprise doit remplir".

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La SEAAL adopte un nouveau plan d'action

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a élaboré un nouveau plan d'action à moyen terme en vue de sécuriser l'alimentation en eau potable des citoyens des wilayas d'Alger et de Tipasa, à travers notamment le partage équitable de cette ressource et l'amélioration des infrastructures hydrauliques, a indiqué la société dimanche dans un communiqué. Ce plan d'action, étalé sur la période 2025-2027 et validé récemment par le conseil d'administration, a fait l'objet d'une présentation lors du premier comité de direction générale de l'année 2025, tenu sous la présidence du directeur général de la SEAAL, Lyes Mi-

houbi, a précisé la même source. Ce plan d'action s'articule autour de 8 objectifs stratégiques, à savoir "la sécurisation de l'alimentation en eau potable des citoyens par le partage équitable de la ressource et la réduction des ENF (eaux non facturées), l'amélioration de la maintenance des infrastructures hydrauliques pour garantir la continuité du service public de l'eau et de l'assainissement, et d'accroître la performance des services d'assainissement par la réhabilitation des ouvrages vétustes et le développement de techniques innovantes". Le plan vise également, selon le communiqué, l'amélioration de l'encaissement des recettes et le recouvrement

des impayés pour consolider l'équilibre financier de la SEAAL, le développement du chiffre d'affaires des travaux et prestations pour diversifier les sources de revenus, ainsi que le renforcement de l'efficacité opérationnelle, financière, technologiques et humaine. Il est question aussi d'investir dans le développement des compétences et de cultiver un esprit novateur et engagé, de consolider la responsabilité sociétale en garantissant l'accès à l'eau pour tous et en préservant la ressource. Dans ce contexte, M. Mihoubi a souligné "les enjeux majeurs auxquels SEAAL sera confrontée en 2025, notamment dans un contexte de faible pluviométrie, et la réception

prévue de projets de dessalement d'eau de mer", en appelant "l'ensemble des collaborateurs à maintenir leurs efforts pour continuer à développer la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement". Par ailleurs, il a été dressé, lors de cette réunion, un premier bilan de l'année 2024, et qui devra faire l'objet d'une communication détaillée ultérieurement, a fait savoir le communiqué. A cet effet, le DG de la SEAAL a tenu à féliciter l'ensemble des équipes pour leur "engagement constant pour assurer la continuité du service public de l'eau et de l'assainissement aux citoyens d'Alger et de Tipasa", a-t-on ajouté de même source.

